

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE  
B.P. 365  
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4<sup>e</sup> ANNEE N° 170  
JEUDI 14 DÉCEMBRE 72

## INQUIET, POMPIDOU MENACE

### Travailleurs,

# A L'OFFENSIVE CONTRE LE RÉGIME !

Le mépris du peuple est le propre des exploiters. Pompidou, dont Rotschildt fit son bras droit, n'échappe pas à la règle. Il a les accents de tous les ennemis du peuple. Le vieux traître Pétain disait : « Français, vous avez la mémoire courte », Pompidou, lui, trouve le peuple de France « VER-SATILE ».

Mais derrière le mépris de l'homme des monopoles il y a la crainte, la peur du peuple. Pompidou sent monter comme un vent de défaite. Ecoutez-le : « ... le peuple français... ressent périodiquement et par crise un besoin inconscient et incontrôlé de changement, et d'un changement qui remet tout en cause, non seulement les hommes, mais les principes, mais les institutions ».

Voyez encore une fois le mépris du peuple comparé à un enfant ; le peuple à en croire Pompidou n'a que des nerfs et pas de raison. Qu'il sache, ce banquier, que le besoin de changement qu'éprouvent les travailleurs de notre pays, exploités jusqu'à la moelle, est parfaitement conscient.

Et c'est bien là ce qui effraie les exploiters dont il est le porte-voix. Ils sentent que ça ne peut plus durer, que la classe ouvrière en a assez de ce régime capitaliste qui ne lui réserve que misère,

injustice, souffrances. Ils sont sur la défensive. Quant à l'affirmation selon laquelle le peuple de France a « trahi » son « idole » Pétain, Pompidou confond sa mansuétude pour les kollabos avec la haine qu'ils inspirent au peuple, l'insolence qu'il manifeste envers la Résistance avec l'amour que lui porte le peuple : « ... Rien ne s'accomplit que dans la durée, rien ne s'acquiert que par la patience, tout se perd par la turbulence ». Voilà ce qu'a dit Pompidou. Le spectre de la révolution hante les exploiters. Quant aux travailleurs, la phrase de Karl Marx garde pour eux toute sa valeur : « Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner ». Seul le capital a tout à perdre.

Se sentant menacé, Pompidou menace. C'est dans la logique des exploiters. Plus leur pouvoir court de risques, plus ils s'acharnent à le conserver par tous les moyens.

Pompidou, comme il l'avait déjà fait lors de sa conférence de presse du mois de septembre, affirme qu'il se maintiendra coûte que coûte : « ... Nos principes, ceux que nous devons sauvegarder à tout prix et qui peuvent à tout moment être remis en cause ». Nous voilà prévenus, la Constitution de la V<sup>e</sup> République sera conservée par tous les moyens.

Une fois de plus se trouve confirmé ce que nous ne cessons de répéter ; jamais la bourgeoisie n'acceptera de bon gré de quitter le pouvoir. Jamais elle n'acceptera sans rien dire que ses institutions, son pouvoir, soient remis en cause. Jamais elle ne se pliera à un verdict électoral. « A tout prix » elle s'accrochera.

Au nom de ce qu'il nomme « l'intérêt général » et qui n'est autre dans sa bouche que l'intérêt du capital, Pompidou appelle à la « discipline nationale ». Autrement dit, travailleurs, laissez-vous exploiter sans rien dire. « Discipline nationale », voilà une expression qui a des relents d'une autre époque.

Derrière les menaces, il faut voir la faiblesse grandissante de ce régime, sa crainte. Que doit-on faire ? Reculer devant les menaces ? Ce serait se livrer pieds et poings liés au capital.

Tout au contraire, plus que jamais il faut se préparer à abattre le régime des exploiters.

Que les travailleurs réalisent leur unité, la vraie, la seule qui tienne, celle qui se réalise dans les entreprises, dans la lutte.

La classe ouvrière veut des changements, des changements qui remettent en cause le système capitaliste, des changements révolutionnaires. Pompidou et les siens ont raison d'avoir peur.

## NE RELACHONS PAS NOTRE SOUTIEN AUX PEUPLES D'INDOCHINE

(ARTICLE EN PAGE 11)





# CLASSE CONTRE CLASSE

## Contrat de progrès

### DUPERIE ET MYSTIFICATION

Depuis quelques années, la bourgeoisie monopoliste utilise un certain nombre de nouveaux artifices. A plusieurs reprises, nous avons parlé dans nos colonnes de ces mots « concertation », « contrat de progrès social », « participation » et autres balivernes qui sont, sans nul doute, passés dans le verbiage mystificateur des exploiters capitalistes.

Certains refont surface par-ci, par-là, ce sont les « contrats de progrès ». Le dernier en date vient d'être signé par les dirigeants de tous les syndicats E.G.F. à l'exception de la C.F.D.T. qui réserve sa réponse pour le 21 décembre, après consultation de sa base. Le contenu de ce « contrat de progrès » prévoit une progression de 2,50 % des salaires de base pour 1973, au-delà de l'augmentation des prix évaluée par l'indice officiel des 295 postes.

Bien entendu, ce chiffre en pourcentage ne fait que maintenir la hiérarchie, peu pour les bas salaires, beaucoup pour les hauts salaires de cadres.

Traitant de l'accord 1972 à l'E.G.F., le plumeur Pierre Cames écrit dans l'Huma blanche du 7 décembre 1972 : « l'évolution des salaires a toujours devancé celle des prix : 3 % au 1<sup>er</sup> janvier, 2,59 % au 1<sup>er</sup> mai, 3 % au 1<sup>er</sup> juillet, 1 % au 1<sup>er</sup> septembre ».

Alors pourquoi se plaindre, tout va bien dans la société capitaliste ! Il ne se gêne pas du tout, il en fait les éloges, pour 1973 : « tel qu'il est, le contrat représente une garantie certaine », et regrette cependant que les cheminots ou les fonctionnaires n'arrivent qu'à un relèvement de 6,50 % alors que les électriciens ont eu 9,59 % en 1972.

Nous ne pensons pas pour notre part que les 120 000 travailleurs de l'E.G.F. soient de cet avis et ils sauront le dire avec force prochainement.

Mais quel est donc le rôle de ces « contrats de progrès » ?

Ils ont pour but tout simplement de désunir les travailleurs sur le plan national, en prêchant le corporatisme ; de briser l'UNITE D'ACTION des travailleurs qui veulent lutter TOUS ENSEMBLE et EN MEME TEMPS et, non isolément — par ateliers, par usines, par secteurs, par branches — comme les y invitent les directions syndicales révisionnistes et réformistes. Cette tactique réviso-réformiste reflète tout bonnement la peur d'être débordé par le mouvement de masse, comme cela fut le cas en mai-juin 1968.

La bourgeoisie monopoliste recherche, par ce subterfuge entre autres, une « paix sociale » qui est, malgré toutes ces campagnes mystificatrices, mise en échec par les masses ouvrières qui appliquent de plus en plus le juste mot d'ordre CLASSE contre CLASSE dans leur combat quotidien pour leurs revendications immédiates. La lutte menée ces jours-ci par les métallos des usines Berliet en est une preuve concrète.

Les travailleurs savent que pour maintenir leur pouvoir d'achat, il leur faut lutter contre les exploiters capitalistes et non s'arrêter aux belles phrases trompeuses des réviso-réformistes qui se complaisent dans l'ordre bourgeois, dans la société d'exploitation de l'homme par l'homme.

A cet effet, nous voudrions rappeler un extrait d'une interview de Georges Ségué à la « Dépêche du Midi » publiée le 18 août 1970. Parlant du pouvoir d'achat, Ségué déclarait : « Il faut reprendre toute discussion sur les salaires dans ce secteur et dépasser la notion du contrat de progrès. Il y a urgence parce que les travailleurs ont l'impression d'avoir été trompés », puis il concluait sur « la nécessité de l'action commune ».

Mais depuis plus de deux années, qu'est-il advenu de ces belles paroles ?

Que du vert ! Non, les luttes naissantes parties de la base ont été freinées, sabotées par les directions syndicales révisionniste et réformiste, mais les travailleurs en lutte UNIS à la BASE, en recevant la solidarité prolétarienne, ont remporté, malgré ces trahisons, des succès.

Le même Ségué, aujourd'hui, a un nouveau cheval de bataille. Le 23 novembre, il déclare : « Nous sommes décidés à poursuivre énergiquement la lutte revendicative (...) Mais nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale » pour en arriver à la solution miracle réviso-social démocrate... « le programme commun est le meilleur prolongement pour défendre les intérêts économiques, sociaux et moraux des travailleurs. »

Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de cette solution miracle qui n'est rien d'autre qu'un programme capitaliste comme nous l'expliquons dans nos colonnes.

Les travailleurs poursuivront leur combat de classe contre les exploiters capitalistes, démasqueront dans la lutte CLASSE contre CLASSE les valets réviso-réformistes qui prêchent l'électoratisme, en ayant en tête ce juste enseignement de Karl Marx : « Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. »

Luc DACIER.

## COMMANDEZ

### Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

## PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

### CABLES DE LYON A CLICHY (Hauts-de-Seine)

Les travailleurs portugais et arabes en grève depuis le 18 novembre continuent leur lutte. Ils exigent la réintégration de leur camarade Daniel Assaadi licencié arbitrairement et sont en grève également pour l'augmentation des salaires de 0,50 de l'heure pour tous.

Après les manœuvres de la C.G.T. « nous sommes en train de négocier... » les ouvriers attendirent toute la soirée du 30 novembre et apprirent que la C.G.T. avait quitté l'usine, ce sont aussi le 4 décembre les manœuvres patronales qui accordent des augmentations de 15 à 25 centimes suivant les « cas ». Les grévistes sont décidés à lutter jusqu'au succès de leurs revendications.

### BENNES MAREL A TOULOUSE

Depuis le 15 novembre les ouvriers sont en grève. Le protocole d'accord qui avait été signé entre la direction et la section syndicale C.G.T. à la suite de mai-juin 1968 accordant un salaire de 6,81 F de l'heure a été dénoncé par la direction sans préavis. Cela réinstaura le travail au « boni » en baissant le salaire à 6,03 F de l'heure.

### RAFFINERIE DE BOURRON MARLOTTE (Seine-et-Marne)

80 grévistes sur un total de 150 ouvriers sont en grève avec occupation depuis 5 semaines pour leurs revendications. Des débrayages de solidarité ont lieu dans les usines de la région.

### MAGASINS NOVA A ARRAS (Pas-de-Calais)

Depuis le 24 novembre 95 % des travailleurs du super-marché NOVA sont en grève illimitée pour leurs revendications. Des tracts ont été distribués par les grévistes pour expliquer leur lutte et appeler « à ne pas acheter chez Nova pendant la grève ». Ils expliquent que « la lutte du personnel de chez Nova rejoint la lutte de tous les travailleurs ».

## TRAPPEUR-DISRAM (Draguignan)

# USINE OCCUPÉE DEPUIS LE 20 NOVEMBRE

### Usine occupée depuis le 20 novembre

Fin décembre 1971, l'atelier de Draguignan (spécialisé dans les chaussons de cuir) qui appartient à la société « Le Trappeur » ferme ses portes. Motif : « Trop loin de la maison-mère située à Grenoble. » Les ouvriers sont jetés dehors sans préavis de licenciement ni même sans licenciement !

Le 12 janvier, la création d'un comité de soutien et surtout l'occupation des locaux empêchent l'enlèvement des machines par le patron.

Le 19 janvier, l'inspection du travail refuse le chômage partiel. Soldani, sénateur-maire, vieux social-démocrate S.F.I.O., « intervient » et trouve un nouvel acheteur, le 19 février. C'est l'arrivée d'un nouvel escroc, la DISRAM... Reconversion de la boîte en fabrique de sacs de couchage et anoraks.

Il s'avère bientôt que cette entreprise est une entreprise fantôme. Les ouvriers qui en ont assez d'être vendus comme des esclaves et qui n'ont pas perçu leur salaire depuis mars cessent le travail.

A la suite de la création d'un nouveau comité de soutien véritablement combatif celui-là (C.F.D.T., P.S.U., Comité lycéen), les ouvriers perçoivent

### ENTREPRISE CIEL A TOULON

70 isolateurs et piqueurs de cette entreprise sous-traitante des C.N.I.M. (chaîtières navals) de Toulon poursuivent leur grève.

### USINE MOULINEX A CAEN

Grève d'un millier d'ouvriers pour une augmentation de salaire. Les grévistes exigent un salaire horaire de 5,20 F et la direction ne propose que 5,85 au 1<sup>er</sup> janvier 1973.

### USINE GEIGER A LEVALLOIS

Les ouvriers manutentionnaires sont en grève illimitée depuis 2 semaines pour leurs salaires.

### FACULTE DE VINCENNES (Paris)

Les travailleurs du nettoyage sont à leur 19<sup>e</sup> jour de grève pour de meilleures conditions de travail.

### USINE RENAULT A FLINS (Yvelines)

Le 30 novembre un ouvrier marocain est licencié. Immédiatement 40 ouvriers marocains débrayent et exigent la levée de la sanction. L'ouvrier est immédiatement réintégré mais à un autre poste de travail, le débrayage se poursuit et l'ouvrier est réintégré à son ancien poste de travail.

### MUTUELLE DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT (Paris-15<sup>e</sup>)

Première grève depuis la création de la Mutuelle des travailleurs du Bâtiment (avenue Emile-Zola, 15<sup>e</sup>).

Les grévistes entament leurs 3<sup>e</sup> semaine, pour les revendications suivantes : 150 F pour tous ; pour une 5<sup>e</sup> semaine de congés payés ; paiement intégral des jours de grève. L'unité syndicale a été réalisée C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. Création d'un comité de grève.

leurs indemnités de chômage, un marché est organisé ainsi que des collectes. Le marché se poursuit durant les vacances.

En septembre, la situation est inchangée quant aux revendications. De nouvelles difficultés apparaissent avec la Sécurité sociale, les allocations familiales. Une société de confection, la Confactazur, propose de prendre la succession de la DISRAM à condition que douze ouvriers seulement sur quarante et un soient repris, et au S.M.I.C. !

Le 20 novembre, les ouvriers et ouvrières passent à l'action :

— Occupation des locaux ;  
— Réalisation d'affiches et de tracts qui expliquent l'objet de leur lutte :

1° Paiement des huit mois de salaire, des congés payés, des préavis et licenciements, soit 29 millions d'anciens francs ;

2° Que tous soient repris conformément aux promesses faites par voie de presse ;

3° Que les salaires soient maintenus au même tarif que chez l'employeur précédent.

Correspondant « H.R. ».

## PREMIERE VICTOIRE DES METALLOS DE L'USINE BERLIET

Les métallos des usines Berliet à Vénissieux qui poursuivent leurs actions, — débrayages, manifestations dans les ateliers, grève, etc. —, depuis 11 semaines viennent de remporter une première grande victoire sur l'ennemi de classe. Cette victoire, c'est une victoire de toute la classe ouvrière.

On se souvient que la direction Berliet, qui refuse les justes revendications des travailleurs, avait porté plainte contre 14 militants syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine Vénissieux dont 9 délégués (cinq C.G.T. et quatre C.F.D.T.) au titre de la loi anticasseur, cette loi anti-ouvrière, cette loi fasciste votée le 8 juin 1970. Les 9 délégués risquaient en vertu de cette loi 1 à 5 ans de prison.

A cela, la classe ouvrière riposta avec force dans toute la ré-

gion lyonnaise. La solidarité de classe jouait à plein. Et de peur que cela atteigne un niveau encore plus élevé la direction Berliet fut contraincte à un premier recul. Après une entrevue avec Edgar Faure, ministre des affaires sociales, Paul Berliet, ce buveur de sang, annonça lui-même sa capitulation sur les ondes de l'O.R.T.F. le 6 décembre en ses termes : « ... j'ai décidé de renoncer aux actions pénales et judiciaires que j'avais engagées... »

Plus confiant que jamais dans leur force, les métallos des usines Berliet sont bien décidés à poursuivre leur lutte jusqu'au succès de leurs revendications. Vendredi 8 décembre, au terme de la huitième réunion de conciliation les patrons ont quitté la salle à 23 h 45. La lutte continue.

Usine Alsthom (Saint-Ouen) :

## Grève des ouvriers de l'émaillage

Les ouvriers de l'émaillage sont en grève depuis le lundi 27 pour leurs justes revendications :

- 1 franc de l'heure minimum pour tous ;
- Uniformisation des taux (à travail égal, salaire égal) ;
- Paiement des jours de grève ;
- Prime de hauteur.

Ces revendications sont d'autant plus justifiées, vu les conditions de travail épouvantables, extrêmement nuisibles pour leur santé (comme ils le disent à juste titre dans leur tract du 1-12-72).

Pour essayer de les isoler, la Direction menace de faire venir du matériel de l'extérieur, de mettre au chômage technique la tréfilerie et la transposition. Pour les travailleurs de ces services, accepter de travailler avec du matériel venant de l'extérieur reviendrait à briser la grève : en décourageant les grévistes, en les isolant. De fait ce serait ren-

dre un grand service au patron. C'est pour cela que nous devons catégoriquement refuser de travailler avec du matériel venant de l'extérieur. Au cas où la direction oserait lock-outer les services avoisinants, nous devons être prêts à riposter tous ensemble, c'est-à-dire en généralisant la grève à toute l'usine.

Il nous faut aussi sans attendre organiser le soutien financier, car cela fait déjà 8 jours qu'ils sont en grève, car le petit soutien de chacun sera une grande chose pour eux, ça leur permettra de renforcer leur combat et de sentir que tous les ouvriers sont près d'eux jusqu'à la victoire.

**SOUTENONS FERMEMENT LES GREVISTES !**

**UN POUR TOUS, TOUS POUR UN !**

Comité de défense de l'Humanité-Rouge, Jean-Pierre TIMBAUD.

Usine Dalle (Vallée de la Lys)

## Solidarité avec les ouvriers du textile en grève depuis 6 semaines

Depuis le 28 octobre, les travailleurs de l'usine Dalle à Wervicq (Nord), dans la vallée de la Lys, sont en grève. L'usine compte deux cent-quatre-vingts salariés, les soixante employés et cadres continuent de travailler.

La très grande majorité des travailleurs français et immigrés sont syndiqués, à la C.F.D.T. Les ouvriers belges (la moitié des ouvriers) sont tous syndiqués en Belgique.

L'usine fabrique principalement des rubans jacquard et des galons d'ameublement.

### LES RAISONS DE LA GREVE

Ce sont les tisserands qui sont partis les premiers en grève.

1° Avec l'augmentation croissante du nombre de métiers que nous devons prendre, le problème central pour nous est l'augmentation de la charge.

La charge, c'est le temps que le tisserand passe à nouer les fils qui ont cassé, à remplacer les canettes vidées, à remettre en route, etc. Plus on prend de métiers, plus la charge augmente, plus le salaire augmente. Depuis des années, à force de prendre des métiers supplémentaires, on est arrivé à 120 % de charge : sur soixante minutes, nous devrions travailler soixante-douze minutes, ce qui montre l'aspect fantaisiste du calcul des charges.

Depuis deux ans, la majorité des rubannières étaient payées à un minimum de 6,96 francs. En réponse à la demande d'augmentation de ce minimum, le patron a proposé un nouveau système de paiement à la charge ; avec derrière la tête l'idée d'augmenter encore la charge en faisant prendre d'autres métiers. C'est l'un des motifs qui ont déclenché la grève.

Autrefois le métier de rubanier était plus qualifié, plus noble. C'étaient eux qui conduisaient leurs métiers, actuellement ce sont les métiers qui les conduisent.

Depuis deux ou trois ans, des femmes travaillent comme tisserands apprenties. Mais depuis ce temps aucune n'est passée titulaire. Elles sont payées à 5,36 francs, c'est-à-dire le minimum. Pour un travail égal, un homme serait mieux

payé et c'est un problème qui doit être réglé après la grève.

Parmi les donneurs de fil, aucun n'a le même salaire. Certains sont payés à la pièce, d'autres à l'heure et ici encore le taux varie (4,93, 5,20, 5,40 francs). Le patron emploie à ce travail des jeunes de dix-sept à vingt ans, qu'il paye moins que des adultes.

2° Pour les tisserands comme pour le reste de l'usine, les salaires sont bas. Il y a quelques années, les travailleurs de chez Dalle étaient parmi les mieux payés de la vallée de la Lys. Aujourd'hui nous sommes en sixième position alors que l'usine est en pleine expansion.

### QUELLES SONT NOS REVENDICATIONS ?

Pour les tisserands, nous ne voulons plus travailler à la charge ; nous voulons un salaire égal pour tous de 8 francs de l'heure, indépendamment de la charge.

Pour tous les autres ouvriers, 25 centimes pour tous, pas de salaires en dessous de 1 000 francs (quarante d'entre nous sont concernés).

### COMMENT NOUS AVONS MENE NOTRE GREVE ?

Les deux premières semaines, nous n'avons pas fait de piquet de grève. Depuis le jeudi 16 novembre, nous allons à l'entrée de l'usine pour inciter les non-grévistes à nous rejoindre.

Le mardi 21, deux cars de police sont venus nous faire circuler.

Les monteuses se sont jointes à nous. Si la majeure partie des agents de maîtrise ont cessé le travail, par contre les cadres prennent le parti du patron, allant jusqu'à chercher les ouvriers chez eux pour les faire travailler.

### OU EN SONT LES NEGOCIATIONS A LA CINQUIEME SEMAINE DE GREVE ?

Les propositions du patron sont :  
 — 10 centimes pour tous à valoir sur le salaire d'octobre et une autre promesse de 10 autres centimes fin avril. Ces 20 centimes sont à valoir sur une « réorganisation des postes », formule du patron ;  
 — Pas de salaires en dessous de

1 000 francs au 1<sup>er</sup> janvier ;

— 7,70 francs minimum pour les rubaniers.

Au cas où nous n'accepterions pas, le patron nous a dit qu'il serait peut-être contraint de fermer l'usine.

Nous avons décidé de ne reprendre le travail tous ensemble que si satisfaction était donnée à tous.

Nous ne pouvons accepter une amorce de 10 centimes après quatre semaines de grève et pour les rubaniers, tant que le patron ne voudra pas supprimer la charge, il n'est pas question pour nous de reprendre le travail. Plus la grève continue, plus nous sommes décidés à faire aboutir nos justes revendications.

### L'UNITE DES TRAVAILLEURS AU BOUT DE SIX SEMAINES DE GREVE EST EXTRAORDINAIRE

Le personnel ouvrier de l'usine est composé de Français, de Flamands, de Portugais et d'un petit nombre de travailleurs d'Afrique du Nord. 50 % sont des femmes.

Le patron comptait sur cette diversité pour exploiter tranquillement ces travailleurs sans risque de grève. Les ouvriers de cette usine ont fait leur unité qui, à la sixième semaine de grève, se maintient et se renforce.

### LA LUTTE DE CES TRAVAILLEURS EST TRES IMPORTANTE POUR TOUS LES OUVRIERS DE CETTE VALLEE, ESSENTIELLEMENT TEXTILE

Depuis 1968, de nombreux mouvements ont eu lieu sur cette question des charges de travail pour les tisserands : en 1970-1971, à Gratry à Hulluin, à P.F.T. à Linselles, à Schoutteten à Comines, etc.

A chaque fois, les travailleurs se sont heurtés à une très grande résistance de leurs patrons, soutenus activement par le syndicat patronal du textile ; en effet, ces revendications remettent en cause l'augmentation de la productivité dans le textile (depuis 1968, la production a augmenté de 13 % avec 23 % de personnel en moins).

Malgré l'intervention de la police pour disperser le piquet de grève, les travail-

leurs de chez Dalle sont déterminés à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Ils estiment que leurs revendications sont des revendications minimales et qu'ils ne peuvent transiger dessus.

Au bout de six semaines de grève, ils ont voté mercredi 29 novembre à 100 % pour la poursuite du mouvement.

Ils ont le sentiment qu'ils ne luttaient pas que pour eux, mais pour tous les tisserands de la vallée de la Lys et bien au-delà.

### DEVELOPPONS LA SOLIDARITE

Mais pour tenir le coup au-delà d'une sixième semaine de grève, il faut remplir rapidement la caisse de grève.

Des collectes ont déjà eu lieu dans de nombreuses usines voisines, et même un match de football au profit des grévistes. Mais les ressources de la population laborieuse de la vallée de la Lys (où les salaires sont généralement très bas) sont évidemment limitées, d'autant que ces travailleurs ont déjà fait grève à plusieurs reprises ces derniers temps.

Les travailleurs belges touchant une indemnité plus forte de leurs organisations syndicales, ont décidé de laisser toute la solidarité financière aux Français et aux immigrés.

Des collectes ont été faites aux portes des usines textiles par les grévistes. Le syndicat textile C.F.D.T. a demandé à tous les travailleurs de la vallée de la Lys de donner une heure de salaire ; le mouvement sera étendu aux entreprises de Roubaix-Tourcoing.

L'aide financière peut être versée au C.C.P. de l'Union locale C.F.D.T. de la vallée de la Lys, avec mention : « Grévistes de Dalle », C.C.P. 525 12 Lille.

Pour toute correspondance : Comité de grève, Union locale C.F.D.T. 134 rue de Lille, 59 - Halluin.

### Les Travailleurs en grève.

Nous apprenons que le jeudi 30 novembre une manifestation a eu lieu dans les rues de la ville aux cris de : « Augmentez nos salaires ! », « Les cadres au rendement ! », etc. Les femmes et les enfants des grévistes s'étaient joints à la manifestation ainsi que des ouvriers d'autres usines.

## ECOUTEZ LES RADIOS REVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
<b>PÉKIN</b>	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	<b>TIRANA</b>	6 h	.....
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	.....
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	.....
			21 h	.....	
			22 h	sur 31, 42 et 215 m ;	
			23 h 30	sur 31 et 41 m.	

# PROVOCATIONS FASCISTES EN LOT-et-GARONNE

Pendant une semaine, les « commandos fascistes » ont sévi en Lot-et-Garonne :

— 29 nov. : à Bon-Encontre, entrepôt Codac incendié (2 milliards de dégâts). Etablissements Sicuzac, sac-cagés ;

— 30 nov. à Nérac : CIN incendié (100 chômeurs) ;

— 1<sup>er</sup> déc. : Etablissements Razol détruits à Fauillet ;

2 déc. : usine Pampryl à Marmande.

Quelques mois auparavant, des attaques apparemment inexplicables contre des coopératives fruitières avaient déjà eu lieu en Lot-et-Garonne et Tarn-et-Garonne.

Ceci fait partie d'un plan organisé dévoilé il y a un mois par le « Canard Enchaîné » qui avait annoncé la création du G.A.N. (Groupe d'Action Nationale) composé d'une centaine de mercenaires et dont l'objectif était de s'attaquer à des entreprises industrielles pour faire régner l'insécurité.

Le but poursuivi est clair :

1<sup>o</sup> Faire régner la peur, aussi bien chez les patrons que chez les travailleurs. Profitant de l'occasion, les patrons ont voulu immédiatement créer leurs milices privées destinées à lutter contre ces attentats, mais qui pourraient être utilisées ultérieurement contre les travailleurs. Mais la conscience prolétarienne de ceux-ci a fait déjouer cette manœuvre : les patrons, même en payant, n'ont pas trouvé de volontaires. Un recours à l'armée a été tenté, mais la population n'était pas prête à un tel

pas vers le fascisme, et les autorités ont préféré renoncer.

2<sup>o</sup> Renforcer l'appareil policier de l'Etat en permettant à Marcellin de pleurer que ses effectifs sont insuffisants et qu'il faut augmenter ses crédits.

3<sup>o</sup> Permettre que les élections se passent le mieux possible pour la majorité menacée.

Bien sûr, la presse bourgeoise s'est bien gardée de dénoncer ce complot fasciste et a préféré mettre sur le dos de « casseurs » anonymes, ou d'un « commando-fou », de délinquants.

Quant au P.C.F., il s'est d'abord étonné, dans sa conférence départementale de cette série d'attentats à la veille des élections (toujours son souci électoraliste) et a demandé à « M. le Préfet de Lot-et-Garonne de mener les enquêtes en cours jusqu'au bout, qui permettraient l'arrestation des auteurs de ces crimes ». Comme si un régime bourgeois pouvait arrêter des fascistes sans la pression populaire ! Encore un exemple d'illusions révisionnistes.

Il est tout de même étonnant que les multiples contrôles effectués (1.500 C.R.S. et 1.500 gendarmes mobilisés en Lot-et-Garonne) n'aient pu permettre de découvrir le moindre indice (d'après la presse locale, pessimiste à l'heure actuelle) car ce commando, apparemment parachuté, s'est attaqué à des entreprises bien surveillées !

Soyons justes : la police a interrogé pendant 36 heures un militant P.S.U., Le Pottier, qui s'était déjà

signalé par une grève de la faim contre une éviction illégale de sa ferme. Il avait eu le malheur de circuler une des nuits où les fascistes avaient frappé. Ceci lui a valu une perquisition et un fichage (absolument illégal).

Sommes-nous en présence d'une répétition générale avant la campagne électorale ?

Ce commando s'étant rôdé dans une région peu industrialisée pourra frapper dans des régions urbaines et provoquer des dégâts beaucoup plus considérables : ce serait un nouveau pas dans la fascisation.

L'opinion publique est complètement désorientée, sans direction, car les révisionnistes du P.C.F., les réformistes du P.S. (les seuls à disposer de colonnes dans la presse bourgeoise) publient des communiqués ! où il n'est, pour le moment, pas question de fascisme.

Leurs responsabilités est lourde car selon Dimitrov (Œuvres choisies, page 40).

« Quiconque ne lutte pas, au cours de ces étapes préparatoires, contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie et le fascisme grandissant, n'est pas en état d'entraver la victoire du fascisme, mais au contraire la facilite. »

Souvenons-nous de l'incendie du Reichstag par les nazis en 1934 qui permit de pourchasser les communistes allemands.

Travailleurs, démocrates, n'attendons jamais, écrasons dans l'oeuf le serpent fasciste dès qu'il se montre.

Correspondant H.R.

# Le C. E. T. c'est déjà l'usine

Dans les lycées techniques et C.E.T., on voit actuellement se développer.

— Le travail divisé, le travail de série.

La division :

Elle est voulue par l'administration, par l'Etat. Dans les ateliers on sépare le C.E.T. et le lycée c'est-à-dire qu'on sépare les futures couches sociales, d'un côté les gars destinés à être ouvriers de l'autre les futurs cadres. Si on demande pourquoi on sépare l'atelier, on nous répondra, bien sûr : c'est pour des raisons de matériels, QUELLE BONNE BLA-GUE !

Le travail en série :

Aux ateliers on nous fait produire pour de grosses usines, tel que Val-lourne, Usinor...

On nous EXPLOITE DEJA, car toutes les pièces que nous fabriquons en série se vendent très bien et très cher mais nous n'en voyons pas la couleur.

La seule différence que nous avons remarqué c'est l'arrivée d'une nouvelle machine, plus complète celle-là pour produire plus ! Comme dans ce même atelier, il y a une machine automatique, qui fabrique pour 8 h 8.000 vis, C'EST PAS MAL COMME PRODUCTION JOURNALIERE POUR UN BAHUT !

Et la grève des profs, jeudi dernier le surgé nous rassemble et après une petite discussion (pas sur la grève car personne ne nous a informé sur les causes de la grève pas même les profs) nous dit de partir parce que il n'y a pas de cours.

On ne veut pas jouer le rôle de briseurs de grève, car en retournant chez soi l'administration, le senseur, le surgé et toute la hiérarchie se frottent les mains aucune responsabilité vis à vis des élèves.

Mais si on reste là la grève atteint son point culminant car la hiérarchie est bien emmerdée, elle ne sait pas où nous mettre, pas assez de profs pour surveiller, en plus elle n'a pas le droit de nous renvoyer.

JOUR DE GREVE POUR LES PROFS PAS POUR NOUS !

NOUS NE SERONS PAS BRISEURS DE GREVE NOUS RESTERONS DANS LES ETABLISSEMENTS.

Comité d'actions lycéens.

## A L'HOTEL-DIEU :

# LE SCANDALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Le personnel de l'Hôtel-Dieu est en lutte pour les conditions de travail. Les restrictions budgétaires appliquées à la fonction publique en général, rejettent sur les effectifs et les conditions de travail de l'hôpital.

Ici, comme partout, il faut fournir de plus en plus de travail avec de moins en moins de personnel, de temps et de matériel.

Au lieu d'embaucher fermement on bouche ça et là quelques « trous », quand le personnel l'exige, avec du personnel temporaire moins qualifié et donc moins payé. Ça permet de « faire patienter le client » et par la même occasion de faire un chantage réciproque permanent entre les TEMPORAIRES et les TITULAIRES. Diviser pour régner, c'est bien connu. Mais pour faire régner quoi ? Alors que l'exploitation toujours plus grande des travailleurs, qui est la cause principale des maladies et des accidents, est une source de profits croissante pour le capital, l'Etat capitaliste soustrait de plus en plus des crédits nécessaires à la santé publique.

Où va l'argent soustrait ? De plus en plus aux hôpitaux privés qui bénéficient de toutes les facilités et de toutes les faveurs pour prospérer et se multiplier.

C'est un des aspects les plus scandaleux de la subordination de l'Etat aux intérêts monopolistes : FAIRE FORTUNE EN SOIGNANT CEUX QUI VOUS ENGRAISSENT DE LEUR SUEUR ET DE LEUR SANG ! Et pour quoi faire cette nouvelle fortune ? Pour exploiter les travailleurs avec encore plus de perfection. L'Hôtel-Dieu est dans une situation précaire. Le personnel commente tantôt avec amertume, tantôt avec colère les « directives » qu'on veut lui imposer : L'HOTEL-DIEU DOIT DEVENIR RENTABLE ! IL FAUT FAIRE AVEC LES MOYENS DU BORD. SIMON LA « MAISON » VA S'ECROULER !

C'est d'ailleurs le même langage dans tous les services publics (S.N.C.F., P.T.T., EDUCATION NATIONALE) qui sont progressivement et méticuleusement DEMANTELES au profit de grande intérêts monopolistes. La loi du profit est inexorable. Pour tenter de survivre à la crise géné-

rale du capital, les monopoles doivent s'accaparer tout, y compris ce qui est sous contrôle d'Etat. C'est pour cette raison que nous parlons de la SUBORDINATION DE L'ETAT AUX MONOPOLES.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions d'entendre les responsables du personnel de l'Hôtel-Dieu s'exclamer devant une assemblée du personnel venue protester contre la situation de l'hôpital : « Si vous étiez moins fainéants, les uns et les autres tout marcherait beaucoup mieux ! »

Il ne reste plus que les arguments, fascistes pour justifier la situation : c'est ainsi que le garde-chiourme « gâtonné » prend « soin » de défendre la loi capitaliste ! Car si l'honorable A.P. traverse une crise sans précédent, ce n'est pas à cause du blocus économique fait par le gouvernement des monopoles, c'est par la faute du personnel des hôpitaux qui se tourne les pouces, comme chacun sait !

Ces attitudes de kapo n'intimident personne. Le personnel de l'Hôtel-Dieu indigné entend bien imposer ses justes revendications.

L'Humanité-Rouge, qui sait ce qu'exploiter veut dire, s'associe à cette indignation et fait appel à la solidarité de tous les travailleurs, car on a trop entendu dénigrer par le gouvernement, la presse « bien pensante » et... les bunzes syndicalistes, les grèves des services publics (souvenons-nous la grève du métro). Les travailleurs des services publics ont le sens des responsabilités, un voici un exemple : Les médecins externes de l'Hôtel-Dieu ont cessé le travail. On refuse de leur verser leur salaire depuis le 15 octobre. Ils se sont organisés avec les caissières et les autres services pour que les soins donnés durant l'arrêt de travail soient gratuits. Ils disent simplement : « Nous voulons que cette grève coûte un maximum à l'Etat, et un minimum aux malades ».

Correspondant « H.R. ».

## La liberté... de chômer

Camarades,

Dans le « Monde » du 28-11, on peut lire un nouveau témoignage de l'hypocrisie des capitalistes. Maurice Hamart, Président de la commission de l'Emploi du Centre National du Patronat français (C.N.P.F.) y jarmoise sur le sort des chômeurs : notre régime de « liberté » ne peut forcer les travailleurs au chômage à trouver un emploi, comme cela se fait dans les pays socialistes, d'où existence du chômage. Mais qui est responsable du chômage, qui ferme les usines et renvoie les travailleurs si ce n'est le patronat dont fait partie Hamart, ce même patronat qui prive le travailleur de toute liberté, en premier lieu de la liberté du travail, en l'obligeant à vendre sa force de travail pour vivre et en le réduisant à la misère quand il n'en a plus besoin. Encore une nouvelle mystification, une nouvelle injure à la misère des chômeurs, refusons-la et dénonçons le chômage produit de l'exploitation capitaliste.

Correspondant H.R.

Commandez,

étudiez.

# « Face au gauchisme moderne »

(par notre intermédiaire)

PRIX : 3 F — Ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

**Changer de gouvernement  
ne change rien**

**Changer de majorité  
ne change rien**

**IL FAUT CHANGER DE RÉGIME!**

Dans le dernier numéro de l'Humanité-Rouge, nous avons montré comment les dirigeants du Parti communiste français avaient passé une alliance avec un parti bourgeois, le Parti Socialiste de Mitterrand, un parti pro-américain (1) qui a toujours adopté une attitude anticommuniste. Nous avons indiqué que les dirigeants du P. C. F. en étaient arrivés là parce que, reniant le propre passé révolutionnaire de leur parti, ils ont eux-mêmes glissés sur les positions idéologiques et politiques de la vieille social-démocratie anticommuniste. Qui se ressemble s'assemble !

A travers le « programme commun de gouvernement », quelles propositions sont faites à notre peuple pour en finir avec la malfeasance du système capitaliste ?

Nous disons avec la « malfeasance », et non avec le système capitaliste lui-même, car, sur cette question du moins, le programme a le mérite

d'être clair : il n'entend pas instaurer un régime socialiste (2).

Curieux, tout de même ! Voilà des gens qui se prétendent « communistes », et qui désirent gouverner avec d'autres gens qui se veulent « socialistes », appuyés par des radicaux... pour aboutir à quoi ? même pas à un régime socialiste ! N'avons-nous pas affaire à une bande de menteurs comme les travailleurs de notre pays en ont connu beaucoup trop ? N'avons-nous pas affaire à des politiciens bourgeois (dont certains ont déjà participé à des gouvernements bourgeois) qui briguent des fauteuils de ministres et qui, pour les obtenir spéculent sur le profond mécontentement qui existe chez les travailleurs ?

Oui, les travailleurs de notre pays veulent « vivre mieux » ! Ils en ont assez de cette vie de chien, de l'exploitation forcée dans les usines,

#### DES PROMESSES ELECTORALES CREUSES

Nous examinerons dans cet article les grandes lignes de la première et de la deuxième partie du programme. La première partie se présente plutôt comme un catalogue de revendications, dont certaines correspondent à des aspirations profondes des travailleurs. Mais que faut-il en penser ?

Prenez par exemple les 1.000 F par mois comme salaire minimum. On voit maintenant fleurir sur les murs des affiches du P. C. F. proclamant : « Les 1.000 F par mois sont possible tout de suite... avec le Programme Commun ». Quelle honte ! Voilà plus de quatre ans que les ouvriers, quant à eux, ont avancé une telle revendication, et avec quelle force : souvenez-vous, en mai 1968, tous les murs des usines occupées étaient couverts du slogan de 10 millions de grévistes : « Nos 1.000 F par mois pour 40 heures ». A cette époque, Ségué, membre du Bureau Politique du P. C. F. a proposé autour du tapis vert des salons de

Grenelle... 600 F minimum, car c'était là la revendication de la C.G.T. malgré l'avis de millions de travailleurs.

Quatre ans après, ces gens prétendent nous octroyer les 1.000 F avec quelques « bons » bulletins de vote dans des élections organisées par la bourgeoisie, alors qu'ils n'ont pas voulu les arracher quand ils avaient 10 millions de grévistes derrière eux ! De qui se moquent-ils ?

Que représentent ces 1.000 F aujourd'hui et que vaudront-ils en mars 73 ? Chaque année, depuis quatre ans, le coût de la vie a augmenté d'environ 10 %. Aujourd'hui, c'est au moins 1.200 F qu'il faut chaque mois pour vivre avec un minimum de décence, comme nous l'avons, pour notre part, expliqué.

Les 1.000 F du programme : une promesse électorale creuse, qui ne correspond même pas aux revendications qu'avancent les travailleurs aujourd'hui.

Quant aux 40 heures par semaine sans diminution de salaire, les tra-

#### LA HIERARCHIE CAPITALISTE MAINTENUE

Le Programme est très discret sur la hiérarchie des salaires. L'amplitude de la hiérarchie sera fonction des critères de « qualification, de responsabilité, de pénibilité et d'ancienneté. » Cela signifie en clair qu'il ne sera pas mis fin aux injustices criantes dont sont actuellement victimes les salariés du bas de l'échelle, qui sont plusieurs millions. Ils sont prévenus : la hiérarchie de type capitaliste sera maintenue par le gouvernement d'Union Populaire ». Comment s'en étonner lorsqu'on voit (dans une brochure publiée en mai 1970 sur cette question) la C.G.T. jus-

tifier la hiérarchie des salaires en invoquant « le mode de vie différent imposé (sic !) aux cadres et aux ingénieurs par le capitalisme lui-même » !

Le maintien de la hiérarchie capitaliste par le Programme Commun va à l'encontre de la revendication d'augmentation uniforme des salaires présentée pratiquement dans toutes les luttes ouvrières, surtout depuis 1968. C'est une preuve supplémentaire du caractère profondément antipopulaire de ce programme.

C'est encore le cas dans la ques-

#### COMMENT DONNER SA CONFIANCE AUX HOMMES D'AFFAIRES DU P. C. F. ?

Tout cela apparaît comme de la poudre aux yeux pour peu qu'on regarde la politique pratiquée actuellement par les socialistes et les révisionnistes en matière de logement : politique qui consiste à s'associer à des trusts et groupes monopolistes du bâtiment. Notre correspondant de Marseille a révélé un cas précis dans le numéro 159 de l'« H.-R. » : les dirigeants révisionnistes de cette ville ont fondé avec l'accord du ministre de l'Équipement un « groupement collecteur de la participation du 1 %

des employeurs à l'effort de construction ». Cet organisme, le G.I.M.P.L.O.S., dont le P.D.G. et le directeur commercial sont les permanents P.C.F. Sauz et Berenger, travaille en étroite collaboration avec les trusts du bâtiment, notamment avec la LOGIREM, et avec des banques comme le Crédit lyonnais.

N'est-ce pas là, travailleurs, un avant-goût quelque peu amer de l'« Union populaire » au pouvoir ? En tout cas, on comprend mieux pourquoi, dans le Programme, le cha-

de la hausse des prix, de l'anxiété du lendemain. Ils n'ont attendu ni Marchais, ni Mitterrand, pour engager la lutte contre les vrais, les seuls responsables de cette misère : les capitalistes. Ces derniers, par la voix de leurs représentants au pouvoir, Pompidou, Giscard, Messmer et Cie, leur serinent à longueur de temps que la France est un pays riche : mais que voient-ils de ces richesses, eux qui pourtant les produisent jour après jour de leurs mains habiles ? Juste de quoi vivre, dans ces conditions toujours plus précaires.

Les travailleurs sentent que la seule lutte dans l'usine, pour les revendications immédiates, ne suffit pas. Il faut aller plus loin, il faut enfin engager cette « lutte finale » dont parle l'Internationale que nous chantons dans chacun de nos combats.

Les travailleurs veulent que ça change. Le Programme Commun changera-t-il quoi que ce soit ?

vailleurs, unanimes, ont aussi présenté cette revendication en 1968. Qu'en a fait Ségué à l'époque ? Et Mitterrand ? Il n'avait guère le temps de s'en soucier, tout occupé à intriguer pour se faufiler à l'Élysée...

On ne peut accorder aucun crédit à la parole de tels individus. En période électorale surtout, chaque politicien se présente devant ses électeurs avec des promesses. Or il faut juger sur des actes, et chacun peut voir que Mitterrand, Ségué et Marchais n'ont rien fait lorsque nous étions 10 millions à revendiquer les 40 heures et les 1.000 F — sinon nous inciter à reprendre le travail... pour aller voter, justement.

A côté de cela, l'« allègement des impôts », l'« augmentation des prestations familiales et des retraites », la « résorption du chômage », apparaissent comme les habituelles promesses tenues par tous les politiciens bourgeois à la veille d'élections.

tion du logement. Notons d'abord qu'aucun « changement profond » n'est proposé dans ce secteur — si ce n'est une « stabilisation » des loyers... à leur niveau actuel !

« Les intérêts des petits propriétaires seront sauvegardés », aucune parcelle du sol ne sera nationalisée, les terrains continueront donc à se vendre à prix d'or et le gouvernement « populaire » se contentera de « taxer » les plus-values exorbitantes ainsi empochées par les spéculateurs. Quelle « politique sociale audacieuse », comme l'écrit Marchais !

pitre sur le logement est très « nuancé » — et pourquoi aucun trust du bâtiment n'est promis à la nationalisation. Le résultat, vous l'avez deviné : les spéculateurs immobiliers, auxquels se seront plus étroitement associés les dirigeants socialistes et révisionnistes, continueront à saigner à blanc les travailleurs avec des loyers exorbitants.

Le Programme commun : un moyen pour les affairistes des partis socialiste et révisionniste d'accroître leurs « bonnes affaires » !

# PROGRAMME COMMUN

# UN PROGRAMME CAPITALISTE

#### UNE DEMOCRATIE BOURGEOISE OU SOCIALISTE ?

Quels sont maintenant, selon les auteurs du Programme commun, les moyens de « démocratiser l'économie » ? Ils sont principalement deux : nationalisation démocratique de certains groupes monopolistes et gestion démocratique des entreprises.

Le chapitre sur les « nationalisations démocratiques » est repris pratiquement mot pour mot du « Programme pour un gouvernement démocratique d'Union populaire » publié par le P.C.F. en octobre 1971. C'est donc la position du parti révisionniste que nous allons examiner, position qui est exposée et justifiée théoriquement dans le « Traité

#### DES NATIONALISATIONS... TRES PARTIELLES

Qu'est-ce qui sera nationalisé d'après le Programme commun : neuf groupes monopolistes (4), qui occupent à eux tous 627 000 salariés, soit à peine 3 % de la population active, et qui représentent moins de 4 % de la production intérieure brute. Si l'on y ajoute le secteur déjà nationalisé par les capitalistes eux-mêmes (S.N.C.F., Renault, etc.), l'ensemble du secteur nationalisé occupera alors un peu plus de 2 millions de salariés (sur 21 millions) et représentera entre 10 et 12 % de la production intérieure brute.

Il est clair que cela n'est pas le socialisme ! Mais il est aussi clair que cela ne représente même pas UN pas vers le socialisme. Et voici pourquoi.

Une nationalisation n'est pas

#### LES CAPITALISTES AURONT LES MAINS LIBRES

Les travailleurs savent bien d'expérience de quelles forces économiques énormes disposent les capitalistes. Ce qui intéresse avant tout ces travailleurs, c'est de savoir quels moyens la « gauche » utilisera pour mater les capitalistes, pour les empêcher d'entraver les nationalisations, de dissimuler leurs revenus, de saboter la production, etc.

Vous pouvez lire le Programme commun : il n'y a pas une seule ligne sur l'utilisation de tels moyens — pour la simple raison que ces moyens s'appellent dictature du prolétariat et contrôle direct, par en bas, des ouvriers, et que ni Marchais ni Mitterrand ne veulent de cela.

Par contre, vous serez renseigné sur les énormes moyens dont continueront à disposer les capitalistes et que nous énumérons :

— 99 % des entreprises industrielles dont des secteurs-clés comme l'automobile, le bâtiment, la sidérurgie ;

— l'ensemble du secteur commercial, ce qui se traduira par le sabotage du marché, la hausse incontrôlée des prix, etc. ;

— l'ensemble de la grosse production agricole capitaliste : donc le contrôle quasi total des produits alimentaires et les pressions exercées sur le ravitaillement des villes ;

— un surcroît de capitaux, puisque les quelques nationalisations se feront avec indemnisation des capitalistes ;

— et surtout

— l'ensemble de l'appareil d'Etat bourgeois, puisque cet Etat ne sera pas détruit pour être remplacé par

marxiste d'Economie politique » publié en février 1971 par le P.C.F. (3).

Les révisionnistes le disent et le répètent : avec le gouvernement d'Union populaire, « le système capitaliste ne sera pas aboli, le socialisme ne sera pas instauré ». Ils veulent alors nous faire croire que la « démocratie économique » sera une transition vers le socialisme. La « gauche » au pouvoir pourra réaliser, au sein même du capitalisme, « avant même que les nouveaux rapports de production socialistes soient constitués, certaines transformations sociales » (Traité, I, p. 190) qui tiennent en un mot : nationalisation.

bonne en soi : les 40 000 travailleurs de Renault le savent bien ! Elle est bonne pour les travailleurs si l'Etat qui nationalise est entièrement aux mains de la classe ouvrière — elle est mauvaise pour eux si cet Etat est aux mains de la classe capitaliste. La question fondamentale est celle du pouvoir : or qui aura le pouvoir dans l'Union populaire ? La classe ouvrière ou la bourgeoisie ? Ce sera la bourgeoisie : voilà ce que cachent les termes fumeux de « démocratie politique », de « démocratie avancée ».

Les preuves de cela, il y en a mille. Ne serait-ce que le maintien de la constitution bourgeoise de la V<sup>e</sup> République gaulliste. Nous aborderons ces questions dans un prochain article. Restons pour l'instant sur le seul terrain économique.

l'Etat prolétarien. La « gauche » ne touchera ni à l'armée bourgeoise, ni à la police et à la justice bourgeoises, ni au corps des fonctionnaires et surtout des hauts fonctionnaires qui sont complètement asservis au capital dont ils sont les agents, dont ils défendent l'intérêt et propagent l'influence. Lénine a dit « qu'un tel appareil d'Etat est absolument incapable d'appliquer des réformes, ne disons pas abolissant, mais même rognant ou limitant effectivement les droits du capital ».

En 1921, en Russie, dans une situation totalement différente de celle de la France d'aujourd'hui, les bolchéviks ont été amenés, pour des raisons économiques (petite production paysanne dominante, destruction de l'infrastructure industrielle, etc.), à favoriser le développement du secteur capitaliste et notamment du capitalisme d'Etat. Et Lénine a répété mille et mille fois que cela était possible, que cela n'était nullement dangereux pour la Révolution parce qu'une condition fondamentale était remplie : l'Etat était entièrement aux mains du prolétariat et non plus de la bourgeoisie (5).

Or comment « limiter » ou « rognier » l'influence des monopoles lorsque ceux-ci conserveront la quasi-totalité du secteur industriel et conserveront intact l'appareil d'Etat avec à sa tête leur principal homme de main : Pompidou ? Chaque travailleur qui possède un minimum de bon sens peut voir que dans de telles conditions les « audacieuses transformations sociales » du Programme commun ne seront que poudre aux yeux.

Mais bien plus. Ces nationalisations ne représentent en elles-mêmes aucun progrès, aucun pas en avant vers le socialisme.

En effet, quel est le but assigné par les révisionnistes à ces prétendues « nationalisations démocratiques » ? Il s'intègre totalement au système capitaliste. Aux yeux des révisionnistes, ces nationalisations doivent « satisfaire aux exigences d'une économie moderne ». Elles doivent contribuer à développer les forces productives — mais dans quel système : socialiste ou capitaliste ? Certainement pas le système socialiste,

Encore une preuve. Où donc les révisionnistes vont-ils prendre leurs exemples de « bonnes » nationalisations ? Dans la société capitaliste d'aujourd'hui. « Si l'on s'en tient aux faits, on constate que les nationalisations ont joué et jouent toujours un rôle positif dans le développement de l'économie nationale » (Traité, II, p. 348).

Ils prennent comme exemples Renault, l'E.D.F., la S.N.C.F. Qu'en pensent les travailleurs de ces entreprises ?

Dans un numéro de novembre 72 d'Options, la revue révisionniste destinée aux cadres, est publiée une interview de Dreyfus, P.D.G. de Renault, l'un des responsables de l'assassinat de l'ouvrier Overney. Options pose la question suivante à Dreyfus :

« Vous êtes le patron d'une entreprise nationalisée qui marche malgré quelques difficultés récentes (sic !). A votre avis, quelles sont les raisons de cette réussite et dans quelle mesure l'attribuez-vous au fait d'être une entreprise publique ? »

Nous pourrions le démontrer encore longuement en examinant la prétendue « gestion démocratique » proposée par le Programme, et appliquée d'ailleurs aux seules entreprises nationalisées. Dans les entreprises privées, le pouvoir du patron sera laissé intact. Et que proposent-on aux travailleurs du secteur public ? Simplement de les consulter, de les « associer aux décisions » — et non de les inciter à décider eux-mêmes de leur sort. Et comment s'en étonner ? Les travailleurs n'auront pas le pouvoir d'Etat : comment pourrait-il alors avoir un quelconque pouvoir dans une entreprise dépendante de cet Etat qui leur échappe ?

Dans ces conditions, le « contrôle ouvrier » proposé aux travailleurs n'est que du vent. Là encore, Lénine l'a répété mille fois : « Quand nous disons « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre est toujours accompagné de celui de dictature du prolétariat, le suit toujours » (O.C., II, p. 482).

Nous, communistes marxistes-léninistes, n'avons aucune aspiration, aucun intérêt, qui soit différent des aspirations et des intérêts profonds des masses travailleuses de notre pays. C'est bien parce que nous estimons, après l'avoir étudié très so-

#### DES NATIONALISATIONS DE TYPE CAPITALISTE

puisque les rapports de production socialistes ne seront pas encore instaurés. Elles doivent conduire à « une organisation rationnelle de la production », à une « coordination technique et économique entre les branches ». Mais au profit de qui ? Des capitalistes, puisque ceux-ci continueront à tenir les rênes du pouvoir politique et économique.

Voyez encore ce que les révisionnistes écrivent dans leur Traité : « La nationalisation permettrait de tenir compte des masses d'investissements nécessaires, des productivités

#### LE « BILAN POSITIF » DES NATIONALISATIONS CAPITALISTES

Et l'exploiteur Dreyfus répond : « Je pense que nous voulons démontrer qu'une entreprise nationalisée peut réussir dans un monde dominé par la concurrence (6) (...) J'ose croire que la politique des accords d'entreprise (avec les syndicats - N.D.L.R.) a joué un rôle dans toute cette affaire.

Nous ne cherchons pas à faire des profits pour la beauté de la chose (!), mais pour avoir les moyens de financer notre développement et, par conséquent, d'augmenter le volume et la qualité de l'emploi, bien entendu en rémunérant comme il se doit les capitaux que nous apportent aussi bien les prêteurs que notre actionnaire, l'Etat (...).

A la Régie, les rapports sont démocratiques. Il y a certes une hiérarchie, mais elle résulte de la nécessité d'organiser les tâches. »

Les révisionnistes d'Options ne font aucun commentaire ! C'est qu'ils sont d'accord avec les déclarations de l'exploiteur Dreyfus. Voilà l'idéal qu'ils proposent à travers les « nationalisations démocratiques ».

#### LES TRAVAILLEURS D'AVANTAGE... CONSULTES

gnement, que ce Programme commun ne réponde pas à ces aspirations et à ces intérêts que nous le condamnons sans réserves. Ce programme ne changera rien parce qu'il ne s'attaque pas aux racines profondes du mal dont souffre notre peuple exploité : le système capitaliste lui-même. Ce programme est purement et simplement un aménagement du système capitaliste.

Nous, communistes marxistes-léninistes, nous n'aurons aucune indulgence, aucune « compréhension » pour un tel programme capitaliste. Nous en dénonçons sans relâche la mystification aux yeux de tous ceux qui aspirent à des changements décisifs, c'est-à-dire à briser définitivement le capitalisme et à instaurer le socialisme — à suivre la voie de la Russie de Lénine et de Staline, de la grande Chine Populaire de Mao Tsé tung, de l'Albanie d'Enver Hoxha.

A bas le régime capitaliste !

A bas la dictature de la bourgeoisie !

Vive le socialisme !

Vive la dictature du prolétariat !

(1) On dira, et les dirigeants du P.C.F. disent, que ce parti a changé.

attendues, de l'ampleur de la libération de main-d'œuvre » (II, p. 364). N'est-ce pas là le langage même des économistes bourgeois ?

Regardez encore l'annexe au Programme, proposée par les radicaux et contresignée par Marchais et Mitterrand : « L'extension du secteur public garantira et élèvera le caractère concurrentiel de l'économie au niveau national, européen et mondial ».

Élever la concurrence de l'économie capitaliste, est-ce là un objectif « populaire » ?

Voilà la réalité : le Programme commun, ce n'est nullement un pas vers le socialisme, mais un pas, des pas vers le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat — tel qu'il est symbolisé par la régie Renault par exemple.

Lénine a dit, en 1917 : « Le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme ».

Et les révisionnistes, parfois, expriment cette même idée. Alors, pourquoi inventer une étape intermédiaire entre ce C.M.E. et le socialisme, tantôt baptisée « démocratie avancée » ou « démocratie économique et politique » ? Pour une seule raison : pour cacher qu'en fait le gouvernement « d'Union populaire » appliquera une politique capitaliste, un programme capitaliste, et ne portera nullement atteinte à l'exécrable exploitation des travailleurs par le capital.

Mais l'un des leaders socialistes, Pierre Mauroy, déclarait franchement la semaine dernière, au micro d'Europe 1, que maintenant que les deux blocs (U.S.A. et U.R.S.S.) s'étaient rapprochés, toutes les conditions étaient réunies pour que ceux qui, en France, se réclament de ces blocs, fassent de même.

(2) Marchais écrit dans sa Préface au Programme : « Il suffit de lire le programme commun pour constater que sa réalisation n'équivaudrait pas à l'instauration du socialisme en France » (p. 38).

(3) Les citations empruntées à cet ouvrage seront suivies de la mention : Traité, avec le numéro du tome et de la page.

(4) Il s'agit de : Dassault ; Roussel-Uclaf ; Rhône-Poulenc ; I.T.France ; Thomson-Brandt ; Honeywell-Bull ; Péchiney-Ugine-Kuhlmann ; Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ; C.G.E.

(5) « Le capitalisme d'Etat est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat, mais l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous. » (Lénine, tome 33, page 283).

(6) Bien sûr ! puisque le rôle des nationalisations, selon le Programme commun, est « d'élever le caractère concurrentiel de l'économie ».

Marseille :

## "Portes ouvertes" au bidonville de Colgate

Dimanche 17 décembre, une opération « portes ouvertes » se déroulera au bidonville Colgate... cette action est organisée par le Comité de solidarité pour le relogement, composé d'habitants du bidonville, travailleurs immigrés en énorme majorité, de responsables de l'Amicale des Algériens, de prêtres ouvriers, de quelques militants de base du P.«C.»F., de militants C.F.D.T., C.G.T., et de l'Humanité Rouge.

Le but de cette opération est de faire connaître à la population marseillaise l'existence de ce bidonville, les conditions dans lesquelles les travailleurs immigrés sont obligés de vivre avec leurs familles, et aussi de faire table rase de toutes les calomnies racistes circulant à leur sujet.

Les militants communistes de l'Humanité Rouge soutiennent fermement cette initiative et feront tous les efforts nécessaires pour apporter leur contribution au comité et aux habitants du bidonville : ils mettront au grand jour tout ce qu'ils savent sur les responsabilités des représentants du pouvoir capitaliste qui sont coupables et bénéficiaires du scandale des bidonvilles..., des représentants de la soi-disant opposition social-démocrate qui a en main les moyens d'y mettre fin, mais dirige la mairie de Marseille avec les réactionnaires racistes et anti-ouvriers..., des représentants du P.«C.»F. qui trafiquent ouvertement avec les capitalistes directement responsables de l'existence du bidonville de Colgate. En effet, la LOGIREM et les politiciens révisionnistes tarés complices, réunis dans le G.I.M.P.L.O.S., sous couvert de la mutuelle C.G.T., et avec la bénédiction du ministre Chalandon, ont projeté de s'enrichir sur le dos des travailleurs en se lançant dans la construction de « logements sociaux »...

Les militants communistes de l'Humanité Rouge dénonceront le député Lucas, membre de la majorité anti-ouvrière, qui organise l'exploitation féroce de nos frères immigrés ; ils dénonceront la municipalité des Defferre et Loo qui distribue des autorisations de construire à la

LOGIREM qui détourne les terrains de la ville pour construire des logements inaccessibles aux travailleurs immigrés ; ils dénonceront le démagogue Laugier qui sable le champagne avec Martin, directeur de la LOGIREM, et ose prétendre qu'il défend les intérêts des travailleurs...

**A BAS LA COLLUSION LUCAS, LOO, LAUGIER, LOGIREM !**

Le mécanisme de l'exploitation systématique des travailleurs est percé à jour par les militants marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge ! Les travailleurs en seront informés chaque jour afin qu'ils rejettent les profiteurs qui ne visent qu'à s'enrichir sur leur dos...

Lucas, Defferre, Loo distribuent à la LOGIREM (dont le grand patron est Claudius Petit, député P.D.M. ! ancien ministre de la Reconstruction, constructeur du « Mur de l'Atlantique » pour le compte des armées hitlériennes pendant l'occupation !) crédits et terrains pour le soi-disant relogement des habitants des bidonvilles... tandis que Laugier organise les prêts aux ouvriers désireux d'acquiescer un H.L.M. : ces prêts sont proposés par les caisses mutuelles de Dépôts et de Prêts, véritable banque qui, avec « plus de 4000 caisses, totalisent plus de 10 milliards de nouveaux francs, et ont donné au Crédit mutuel la sixième place dans le classement des banques françaises » (La Vie mutualiste, du mois de juillet 1972).

Seule une lutte acharnée de la classe ouvrière pourra débarrasser notre pays des truands capitalistes, sociaux-démocrates et révisionnistes qui le pillent ; seule la voie révolutionnaire tracée par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé toung pourra écraser le CAPITAL et ses tares : l'exploitation de l'homme par l'homme, le fascisme et le racisme.

**TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !**

**MORT AU CAPITAL !  
VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !**

Les militants de  
l'Humanité-Rouge  
du grand Arénas-Colgate.

Bidonville d'Ivry :

## SEULE LA LUTTE PAIE !

Quoique cela déplaît fort à ces messieurs de la préfecture, ils ne peuvent plus cacher la vérité : un bidonville existe bien à Ivry.

— Le 30 mars 72, un incendie éclate, 19 personnes sont jetées à la rue.

— Le 9 novembre, un deuxième incendie éclate, jetant dehors 11 personnes. Un petit bébé a dû être hospitalisé, ces jours ne sont pas en danger.

CELA DEVAIT ARRIVER, voilà ce qu'on a entendu après le sinistre. Et c'est bien vrai.

QUOI D'ETONNANT, quand on sait que certaines familles s'éclairaient à la bougie, que l'hiver approchant il fallait bien se chauffer. Parfois, le poêle se trouve à 10 cm d'un lit !

VOILA DE QUELLE MANIÈRE LE PATRONAT SOUTENU PAR LE GOUVERNEMENT oblige certains travailleurs, immigrés ou non, à vivre, eux qui tout au long de l'année s'usent et se tuent, créent les richesses du pays qui servent à engraisser les patrons.

PIRE QUE DES CHIENS ! Le chien d'un patron est autrement logé et nourri que les travailleurs, soyez-en sûrs.

IL FAUT OBLIGER LA PREFECTURE à reloger décemment et selon leurs revenus TOUS les habitants du bidonville, français ou immigrés.

C'est le but que s'est fixé le comité de soutien en collaboration

étroite avec les habitants du bidonville.

C'est parce qu'un comité de soutien s'est formé pour soutenir les habitants du bidonville en lutte pour un logement décent, c'est parce que ce comité de soutien s'est fait voir, a agi, a dénoncé l'existence du bidonville, que la municipalité a relogé tous les sinistrés du 9 novembre.

DES PREUVES ? 1<sup>er</sup> incendie (19 personnes sinistrées, une seule relogée par la municipalité).

Deuxième incendie, 12 personnes sinistrées, toutes sont relogées sauf un petit propriétaire exploiteur qui avait coupé l'électricité à 2 familles). QUE S'EST-IL DONC PASSE ?

Depuis quand voit-on des articles sur le bidonville dans Le Travailleur ? Depuis que le comité de soutien est venu distribuer un tract à la foire d'Ivry.

Voilà ce qui s'est passé. SEULE L'ACTION PAIE !

Soyons tous solidaires des habitants du bidonville ! pour exiger de la préfecture qu'elle relogement tous les travailleurs du bidonville.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS tous unis pour lutter contre les exploités.

SEULE L'ACTION PAIE !

(Extrait  
du « Travailleur Rouge »  
d'Ivry.)

Paris :

## Soutenons la grève des éboueurs

Les quelques 4.700 travailleurs du service de nettoyage de la ville de Paris, dont 75 % de travailleurs immigrés sont en grève depuis le 7 décembre au matin pour leurs revendications. Ils en ont assez des salaires de misère. Pour 2.780 éboueurs le salaire de début est de 1.205 F par mois et, pour 1.200 éboueurs lorsqu'ils sont titulaires 1.266 F par mois, mais cela pour 54 h 15 de travail par semaine ; ils exigent donc de meilleur salaire.

Ils sont en lutte également pour l'amélioration des conditions de travail et d'hygiène. Actuellement le système de repos est 7 jours de tra-

vail et 2 jours de repos ; ils demandent un roulement de 6 jours de travail et 2 jours de repos. Ils demandent aussi l'attribution de vêtements en cuir pour tous (titulaire et auxiliaire).

Ces principales et justes revendications ont le soutien des travailleurs parisiens.

Le pouvoir des monopoles en utilisant les soldats du contingent ne règlent rien. Les appelés du contingent ne veulent nullement jouer les jaunes, les briseurs de grève et dès le premier jour (lundi 11 décembre) de cette sale besogne ils l'ont déclarés ouvertement.

## L'ASSASSIN DE MOHAMED DIAB DOIT ETRE JUGÉ

Souvenez-vous : le 29 novembre, au commissariat de police de Versailles, le sous-brigadier Marquet abattait froidement d'une rafale de pistolet-mitrailleur l'Algérien Mohammed Diab.

Mohammed était chauffeur de poids lourds. Pour la justice bourgeoise, cette affaire est déjà classée. Quelques heures après le meurtre seulement, Cordier, le procureur adjoint de la République à Versailles, déclarait : « Il s'agit, selon toute vraisemblance, d'un drame de la légitime défense ».

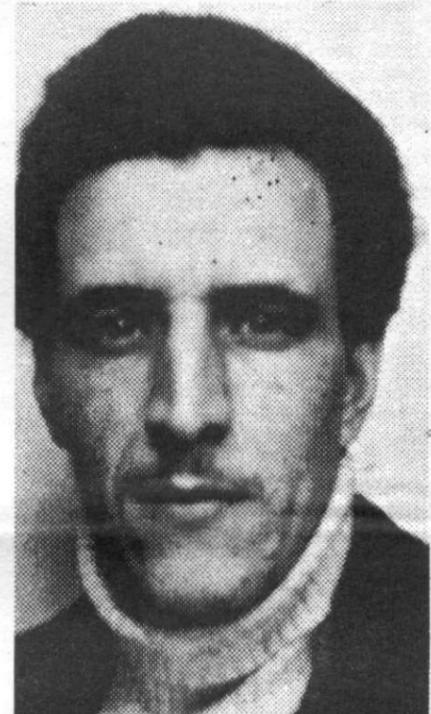
C'est en criant « je te tue, sale race, je te tue » que le flic Marquet a tiré sur Mohammed qui était à plusieurs mètres de lui.

Les paroles mêmes de Marquet anéantissent la thèse de la « légitime défense » : seule la haine raciale, entretenue par le pouvoir bourgeois au sein de sa police, explique le geste de Marquet.

Voilà comment on traite un Algérien dans un commissariat français. Ecoutez ce que dit la sœur de Mohammed :

« Quand on est arrivés, il était sur le banc. Ils lui enlevaient ses chaussures. Mohammed a poussé ses chaussures vers le policier Marquet, celui qui l'a tué. Le policier Marquet lui a dit : « Ramasse tes affaires sales et dégueulasses. » J'ai dit : « Pourquoi vous faites cela ? Vous l'avez amené pour la prise de sang, faites-la... »

« Ils ont mis Mohammed les mains au mur et l'ont fouillé. Ils étaient deux et le cognaient. Marquet disait : « Tapez-le, tapez-le ». J'ai dit :



« Pourquoi vous le tapez comme ça, il a rien fait. » Le policier m'a prise par le bras : « Fous le camp, dégueulasse. » Derrière les vitres, dehors, je pouvais tout voir et tout entendre. »

Marquet doit être jugé pour ce qu'il est : un criminel.

Frère Mohammed, tu seras vengé ! Le jour viendra où la classe ouvrière — Français et immigrés unis — fera payer aux capitalistes tous les crimes qu'ils ont commis contre elle.

## Odieux attentat sioniste

Mahmond Hamchari, représentant de l'Organisation pour la Libération de la Palestine en France a été victime, le vendredi 8 décembre, d'un attentat perpétré encore une fois, par un groupe sioniste. Une bombe a explosé dans son appartement et l'a grièvement blessé.

Après avoir tenté de faire croire que Mahmond Hamchari avait été victime « d'explosifs qu'il fabriquait lui-même » (!), la police a dû se rendre à l'évidence et avouer qu'il s'agissait d'un attentat.

Les petits groupes sionistes qui sévissent en France et ailleurs (souvenez-vous de l'assassinat du représentant de l'O.L.P. en Italie), directement manipulés par Israël, ont donc frappé à nouveau.

Voilà donc bien révélé encore une fois le vrai visage d'Israël : celui du terrorisme systématique, à grande ou à petite échelle.

Nous reviendrons sur cette affaire dans nos prochains numéros.

CHEMINOTS,

COMMANDEZ

### "HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S. N. C. F."

— Brochure éditée en supplément à « l'Humanité Rouge » n° 150 —

PRIX : 2 Francs. — Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

# Dordogne : CONTRE L'ÉTAT-PATRON EXPLOITEUR MANIFESTATION ET GREVE MASSIVE DES ENSEIGNANTS

Dans « L'Humanité Rouge » n° 165, nous avons déjà fait état de la situation de crise irréversible que connaît l'enseignement en France. L'Etat capitaliste sacrifie délibérément les enfants des travailleurs, exploite les enseignants et cherche à imposer l'ordre moral de la bourgeoisie à l'école. Mais des enseignants toujours plus nombreux, toujours plus conscients ont engagé une lutte vigoureuse contre la dictature du capitalisme à l'école et les palinodies des machines syndicales réformistes et révisionnistes.

Une illustration exemplaire de cette volonté de lutte est donnée par le grand mouvement engagé de façon unitaire en Dordogne et dont une étape importante a été la grève massive du 30 novembre dernier. Quelques chiffres caractériseront mieux la situation dramatique de nombreux enseignants et des enfants de travailleurs des villes et des campagnes du Périgord :

— Faute de postes — donc de crédits —, cinquante instituteurs auxiliaires qui remplissent toutes les conditions légales pour être titularisés ne l'ont pas été : l'Etat capitaliste viole ainsi sa propre légalité. Dans quelques années, ils seront trois cents — dont des normaux — que l'Etat maintiendra volontairement dans cette situation ;

— Parce que le ministre ne veut pas diminuer les effectifs des élèves dans les classes surchargées, quatre-vingts instituteurs auxiliaires étaient en chômage à la fin du mois de septembre et quarante le sont encore aujourd'hui. Voilà un exemple de la garantie de l'emploi préconisé par l'illusionniste Edgar Faure !

Or, ces jeunes aujourd'hui ont les mêmes diplômes que les titulaires. Mais ainsi l'Etat peut les sous-payer et leur donner, sans aucune formation professionnelle, les tâches les plus difficiles et les plus ingrates, les déplacer à sa guise ou les licencier en cas de besoin. Il y a 25 % d'auxiliaires dans les C.E.T. — où sont les fils d'ouvriers — et 20 % d'auxiliaires dans les C.E.G. — où sont les fils de paysans pauvres. Au total, un enseignant sur cinq est auxiliaire !

Ainsi que l'a révélé une enquête menée également en Dordogne par des enseignants, les conséquences sont catastrophiques pour les élèves, qui sont véritablement sacrifiés :

— Plus de 20 % des enfants qui entrent en sixième sont placés dans les classes les conduisant tout droit à des postes d'O.S. ou de manœuvres ;

— Parmi ceux qui ont la chance d'échapper à cette première discrimination, 20 % encore auront été éliminés au niveau de la classe de troisième (pré-apprentissage, employés sans aucune formation professionnelle, etc.) ;

— Un tiers seulement de l'ensemble des élèves entrés en sixième se retrouveront en classe de seconde pour préparer le baccalauréat... et la sélection n'est pas finie ! On voit que tout est bien organisé pour que les fils de prolétaires et de paysans pauvres restent à la place que leur assignent les capitalistes : à l'usine sur la chaîne, dans les magasins comme employés, sur les chantiers comme manœuvres, en tout cas sous-payés et exploités à leur tour.

C'est contre cette situation que se sont levés des enseignants de la Dordogne, à l'initiative des militants du Syndicat national des instituteurs, qui ont dans leur section départementale éliminé depuis de nombreux mois la plupart des bonzes attentistes des deux « tendances » réformiste et révisionniste. Après une préparation minutieuse, l'ordre de grève, auquel s'étaient associés d'autres syndicats de l'enseignement et diverses associations, a connu un magnifique succès : dans les lycées, 70 % de grévistes et 80 % dans les collèges ; la plupart des écoles primaires fermées et plus de 90 % d'instituteurs en grève (un des rares non-grévistes fut comme par hasard l'ancien secrétaire départe-

mental, dirigeant de la tendance « autonome » !).

Cette remarquable unité à la base s'est en outre concrétisée par plusieurs manifestations dans le département. A Périgueux, le jour de la grève, une très importante manifestation (plus de quatre mille personnes, approuvées par la population, notamment les mères de famille) a défilé dans les rues de la ville en scandant plusieurs accusations ou mots d'ordre tels que :

— Auxiliaires, parias de l'enseignement : auxiliaire, tare de l'Education nationale !

— Etat-patron, exploiteur !

— Travailleurs, le gouvernement sacrifie vos enfants !

— Travailleurs, enseignants : même combat !

Comme tous leurs homologues de « gôche » — les élections approchent — les chefs locaux du P.C.F. étaient accourus accompagnés de quelques dizaines de révisionnistes venus à la manifestation pour... vendre le « Programme commun » (authentique) ! Inutile de dire que les ricanements et le mépris furent assez nettement exprimés par les manifestants.

L'action ne fait que commencer. Les militants à la base sont déterminés à poursuivre avec la même efficacité et le même courage l'action entreprise, si le gouvernement n'accepte pas immédiatement de titulariser les auxiliaires qui ont légalement le droit d'être nommés titulaires.

Le combat continue !

Auxiliaire  
C'est TOUT faire

Sans  
Formaton  
Professionnelle



COÛTE PAS CHER

Modèle de cartes de soutien aux enseignants en grève, placées auprès de la population.

## LES " VRAIES FEMMES " ET... LES AUTRES

« Les vraies femmes, vient de déclarer M. Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R., sont celles qui ont des sentiments de mère, d'épouse, de fiancée, qui ont le sens profond de la fragilité de la vie humaine, qui ont le goût de la sécurité pour ceux qu'elles aiment, qui n'ont pas le goût de la folle aventure, et sont attachées à la paix ; ayant un sens instinctif de l'histoire, elles ont horreur des désordres ».

Les autres sont, bien entendu, des hystériques, des aventurières, des putains, des pétroleuses... On peut y rajouter tous les qualificatifs dont ont été gratifiées les femmes qui ont servi la révolution prolétarienne.

Ainsi, pour l'U.D.R. et tous les réactionnaires, les femmes doivent être les fiancées timides, les épouses dociles, les mères dévouées, à l'entière disposition de leur époux et de leurs enfants : faire le trousseau, l'amour, les gosses, la vaisselle, le ménage... En un mot, être les bonnes esclaves, bien dressées, qui sauvegardent et perpétuent un des piliers du système capitaliste : la FAMILLE.

Ayant « le sens de la sécurité et de l'ordre », elles auront à cœur de retenir leur mari pour qu'il ne milite pas au parti, au syndicat, au lieu de lutter à ses côtés en tant qu'exploitée, pour l'avènement du socialisme. « Une femme, ça ne fait pas de politique ».

Ayant « horreur des désordres », elles sauront inculquer à leurs enfants l'obéissance et la discipline que perpétuent l'école, l'armée, l'usine. Il n'est pas question de donner aux enfants le sens de la critique, un esprit socialiste qui leur permettrait de remettre en question tous les préjugés qu'ils reçoivent de part et d'autre. Une bonne mère ne saurait préparer ses enfants à la lutte.

Ayant « le sens intuitif de l'histoire », elles donneront à la PATRIE les enfants dont elle a besoin pour ses bras et sa chair à canon. Il ne saurait être question de choisir d'avoir ou non des enfants (avec la pilule, il n'y a plus de morale !) ou de se faire avorter. Une bonne mère a l'esprit de sacrifice !

Comme le souligne Peyrefitte, « lorsqu'une telle recherche de la sécurité, propre aux vraies femmes, fait défaut à une société, celle-ci court à sa perte ». Avez-vous ne peut plus explicite du rôle attribué à la femme en système capitaliste.

Pour nous communistes, l'égalité doit être totale entre l'homme et la femme.

— L'égalité dans le travail et dans le salaire. La femme doit pouvoir travailler pour n'être pas toujours tributaire de son mari. Pour cela, il faut des crèches près des usines, des garderies d'enfants, des centres

socio-culturels. C'est par le travail que la femme peut sortir du ghetto de la cuisine et participer aux luttes de la classe ouvrière.

— L'information doit être générale et gratuite, en ce qui concerne la contraception. Pour ce qui est de l'avortement, il doit être libre et gratuit, et non se passer dans les sordides conditions actuelles où bon nombre de femmes y laissent leur vie ou leur santé.

De toutes façons, la libération des femmes ne peut se produire par leurs seules luttes ; elle passe aussi par une prise de conscience de tous les exploités, hommes et femmes, des conditions de la femme en système capitaliste. La remise en question de toutes les idées réactionnaires qui ont cours sur la femme les amènera à s'engager dans les luttes auprès des autres exploités.

Car c'est le socialisme seul qui leur permettra de se libérer en abolissant l'exploitation sous toutes ses formes de l'homme par l'homme. Et en brisant leurs chaînes, les femmes amèneront la disparition progressive des structures familiales réactionnaires, des conceptions d'éducation, etc.

« En se libérant, les femmes libèrent l'humanité » (Mao Tsé toung).

Une travailleuse.

## E. 100

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE  
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

DISTRIBUTEUR DES EDITIONS  
EN LANGUES ETRANGERES DE PEKIN :  
NOUVEAUTES :

« Semences » (récits et nouvelles) -  
204 pages ..... 2,95 F  
« Avec le président Mao » - 136 p. 1,90 F  
« Essais philosophiques choisis des  
ouvriers, paysans et soldats » -  
84 pages ..... 0,75 F  
« Taking, un drapeau rouge sur le  
front industriel chinois » - 68 p. 0,70 F

DISTRIBUTEUR DE NORMAN BETHUNE :  
ŒUVRES D'ANDRE MARTY :  
« A la gloire des lutteurs de 1907 »  
52 pages ..... 2,50 F  
« Les heures glorieuses de la mer  
Noire » - 96 pages ..... 5,00 F  
« Georges Dimitrov » ..... 1,50 F  
« Pierre Sémard » ..... 1,50 F

MAIS, AUSSI,  
DES REEDITIONS FONDAMENTALES,  
COMME :

« Sur la littérature, la philosophie  
et la musique de Jdanov » ..... 4,00 F  
« Proclamation - programme des  
communistes révolutionnaires so-  
viétiques » ..... 2,50 F  
« Trotsky et le trotskysme » ..... 4,00 F

DISTRIBUTEUR  
DES EDITIONS NAIM FRASHERI :  
« L'histoire du Parti du Travail  
d'Albanie » en un seul volume  
de 740 pages ..... 4,00 F  
PRESQUE EPUISE :  
« Rapport sur le V<sup>e</sup> Plan quinquen-  
nal (1971-1975) » présenté de-  
vant le VI<sup>e</sup> Congrès par Mehmet  
Shehu ..... 3,00 F  
« De quelques questions de l'édifi-  
cation du socialisme en Albanie  
et de la lutte contre le révision-  
nisme » ..... 3,00 F  
PORT NON COMPRIS : EN SUS, 20 %

**LA PAGE  
DU  
TRAVAILLEUR  
IMMIGRÉ**

# PORTUGAL

## Nouvelles du Portugal en lutte



— 1971 a été l'année de la plus forte élévation des prix enregistrée au Portugal depuis 1945. A Lisbonne, par exemple, les prix ont augmenté de 8,8 % en 1969, 6,4 % en 1970, 15,4 % en 1971, de l'aveu même de l'organisme fasciste « institut national de la statistique ». Ils sont donc bien loin de refléter exactement la gravité de la situation dont souffrent les travailleurs et le peuple portugais. De plus le solde de la balance du commerce extérieur pour 1971 se chiffre par un déficit de 21 milliards et 248 millions d'escudos.

— Au cours de l'été, une nouvelle farce sinistre s'est terminée au « tribunal plénier » de Porto. Trois antifascistes ont été condamnés pour le « grave crime » d'avoir participé le 1<sup>er</sup> mai 1971, à une manifestation populaire. Manuel José Maghalaes Go-

mes Da Mota, Antonio Jorge Mendes Carvalho, et José Fernando Coelho Cardoso, accusés d'avoir répondu à la violence réactionnaire des forces répressives fascistes par la violence réactionnaire ont été condamnés à de lourdes amendes et à la perte des droits civiques pour trois ans.

— Un incendie dans une baraque située à la Quinta do Carrascal, à Chelas, a laissé dans un état extrêmement grave deux sœurs et a causé la mort d'une troisième âgée de sept mois.

Périodiquement des incendies qui ne feraient pas de victimes dans des habitations normales, lancent la mort dans le peuple obligé de vivre dans des baraques démunies de toutes conditions de sécurité. Et ceci à cause de la spéculation sur les loyers

à laquelle se livre la bourgeoisie propriétaire.

— Des informations communiquées par les habitants du village de Tortosentvo, de la région de Castelo-Branco, au nord du pays, rapporte l'assassinat de Armando de Jesus Vos Santos, jeune travailleur de 26 ans, originaire du village. Il avait été arrêté au début du mois de mai, en distribuant des tracts à Lisbonne.

Après avoir été sauvagement torturé, il fut transféré à l'hôpital de la prison Casias où il est mort. Fils d'une famille de travailleurs dans ce village de grande tradition de luttes ouvrières, il avait travaillé dans plusieurs régions de France et était retourné au Portugal depuis moins d'un an. Comme tous ses frères héroïques tombés sous les coups de la dictature fasciste, il sera vengé !

### Amélioration des droits des travailleurs portugais à la Sécurité Sociale

Une nouvelle convention signée entre la France et le Portugal va supprimer quelques-unes des scandaleuses inégalités dont les travailleurs portugais immigrés en France étaient les victimes. Un projet de loi, qui vient d'être adopté en conseil des ministres, sera rendu applicable très prochainement. En quoi consistent ces améliorations ?

#### Allocations familiales :

Les familles demeurées au Portugal n'avaient droit aux allocations familiales que pendant un délai de 6 ans. Cette limitation dans le temps est supprimée.

Les travailleurs saisonniers dont les enfants demeurent au Portugal auront désormais droit aux indemnités pour charge de famille.

Le taux des allocations qui pourront être transférées au Portugal sera relevé de façon importante.

#### Assurances maladies :

Les travailleurs malades qui retourneront au Portugal continueront à avoir droit aux indemnités versées par les caisses françaises, dans la limite de 6 mois et au-delà, en cas de maladies très graves.

Les travailleurs qui tomberont malades pendant leur congé payé au Portugal auront le droit d'être soignés pendant 6 mois à la charge des caisses françaises.

Les pensionnés du régime français qui retournent habiter le Portugal auront droit, ainsi que leurs familles, à l'assurance maladie dont la Sécurité Sociale française paiera les 3/4.

#### Accidents du travail :

Les travailleurs victimes d'une incapacité temporaire qui retourneront au Portugal, ou qui auront une rechute là-bas, auront droit au bénéfice des indemnités « accident du travail » prises en charge par les caisses françaises.

## A QUI PROFITE LA GUERRE COLONIALE ?

L'intervention ci-dessous a été faite par un ouvrier portugais déserteur, à un meeting organisé par la F.E.A.N.F. sur les guerres coloniales en Angola, Mozambique et Guinée-Bissau. Plusieurs ouvriers portugais ont participé à ce film-débat. L'intervention qui suit était enregistrée au magnétophone à cause de la répression policière.

### CAMARADES OUVRIERS PORTUGAIS,

Moi, un ouvrier déserteur de la guerre coloniale, je vous parle enregistré à cause de la police. Parce que, comme vous savez, la PIDE est partout. Elle est aussi aidée par la police française.

C'est pour ça que je ne dis pas qui je suis, mais je suis un copain à vous.

### CAMARADES, POURQUOI JE SUIS DESERTEUR ?

Qu'est-ce que j'irais faire dans cette guerre, là-bas en Afrique ? Aller tuer des gens qui ont le même droit de vivre comme moi ?

Pourquoi lutter contre des ouvriers, des ouvriers comme moi ? Plutôt lutter contre les capitalistes.

Cette guerre, elle n'a que le profit des capitalistes. Eux, ils appellent les soldats à défendre leurs biens.

Toi, ancien soldat, tu as déjà défendu là-bas les puits de pétrole ou les mines d'uranium qui appartiennent aux Américains. Sûrement que tu as défendu aussi des grosses exploitations appartenant à quelques gros capitalistes portugais.

Alors tu vas tuer tes frères pour donner la richesse à ceux qui t'exploitent au Portugal aussi ?

### COMMENT C'ETAIT LA-BAS AVANT 1961 ?

Il y avait quelques Portugais liés avec la PIDE, et des très gros capitalistes comme le cardinal Seregeira qui exploitaient en faisant travailler les Noirs pour un salaire inadmissible.

Et même des fois, ces Noirs, ils étaient pas payés du tout.

Pour surveiller cette masse de travailleurs, ils employaient des voitures.

Le Noir qui se levait pour se reposer un peu, et si par hasard le patron le voyait, le patron prenait son casse-tête et le frappait.

Le Noir, il n'en pouvait plus. Travailler du matin au soir, tout le temps courbé, avec un soleil de 60 degrés.

A la fin de la journée, il était crevé et il mangeait très mal (le mandiocca ou du maïs trituré avec de l'eau).

Ils n'en pouvaient plus. Ils se sont révoltés. Ils ont eu raison.

Le patron appelle la police pour le faire surveiller. Le Noir se révolte contre la police. La police appelle l'armée. Le Noir pour survivre construit lui-même des armes. Il lutte contre l'armée avec des catanas (grands couteaux).

### Ainsi commence la guerre !

Dans les mines de fer en Mozambique, le Noir quitte sa maison pour aller travailler dans les mines de fer des Américains. Logés affreusement, en gagnant 20 escudos par jour (4 francs français) et en s'alimentant qu'avec de la bière, il travaille pendant un an et demi consécutifs. Beaucoup d'entre eux ne reviennent plus. Des fois, ils sont dix, douze dans la même chambre (comme nous en France).

Non, l'ouvrier, il doit lutter avec l'ouvrier, et non pas lutter contre d'autres ouvriers pour faire profiter les capitalistes.

C'est pourquoi nous devons aider les Noirs dans leur lutte contre les capitalistes étrangers.

C'est pourquoi il faut refuser d'aller faire cette guerre.

Beaucoup d'entre nous qui vont là-bas, ils ne reviennent plus. L'Etat, pour chaque soldat qui est mort au combat, il doit payer une prime. Mais l'Etat dit qu'il est mort dans un accident, et il ne paye pas la prime.

Ils sont nombreux ceux qui meurent. Mais, pour ne pas choquer le peuple portugais, Caetano fait débarquer les morts dans des boîtes, comme si c'était des fruits ou des caisses de marchandises. Après, on fait savoir à la famille qu'ils ont déserté ou qu'ils ont disparu dans la jungle.

Toi, soldat, qui passes un an et demi dans la jungle, qu'est-ce qu'il fait ton commandant pendant que tu fais la guerre ?

Sûrement qu'il ne court aucun danger ! Sûrement qu'il passe la nuit dans

une boîte en buvant du whisky et en s'amusant bien !

Pendant que toi, fatigué de marcher, des nuits que tu passes sans dormir à monter la garde, toujours sur les nerfs en attendant un coup de fusil pour te lever, sans aucun jour, ni aucune nuit de tranquillité, en mangeant des biscuits et des conserves, ton commandant, pendant ce temps, il s'amuse, il passe des vacances merveilleuses avec sa famille, il est payé sept fois plus que toi !

Et après, quand tu arrives dans ton pays, tu vois des belles villas et de belles maisons à louer et tu demandes : « A qui appartient ça ? »

Réponse : « Au commandant X..., au commandant Y... qui est en Angola, au Mozambique ! »

Quand tu reviens, tu seras encore obligé de travailler dans une usine ; comme les Noirs là-bas en Angola.

Après, quel sera ton niveau de vie ? Les capitalistes t'ont fait lutter contre les Noirs, et maintenant quand tu rentres au Portugal, c'est toi qu'ils exploitent.

Tu ne peux vivre, ni te nourrir au Portugal, tout comme le Noir ne peut vivre, ni se nourrir en Angola. C'est pourquoi tu viens en France, en espérant gagner plus.

Le Noir, il ne vient pas en France, il se révolte. Tu dois le suivre, tu dois faire comme lui.

Quel est le profit que tu tires de cette guerre ? Aucun.

Au contraire, tu attrapes des maladies, tu passes ta jeunesse en ruinant ta vie. Et tu seras toujours pauvre, toujours aussi exploité comme avant.

Camarade Portugais, dis non à cette guerre qui ne te rapporte rien, lutte contre le capitalisme, pour le socialisme qui t'apportera plus tard une meilleure vie.

Refuse d'aller en Afrique !

Aide tes frères à refuser cette guerre !

A bas la sale guerre coloniale !

Vive la juste lutte des peuples d'Afrique !

Vive l'unité entre les peuples d'Afrique et le peuple portugais !

A bas l'impérialisme et le colonialisme !

Un Ouvrier portugais.

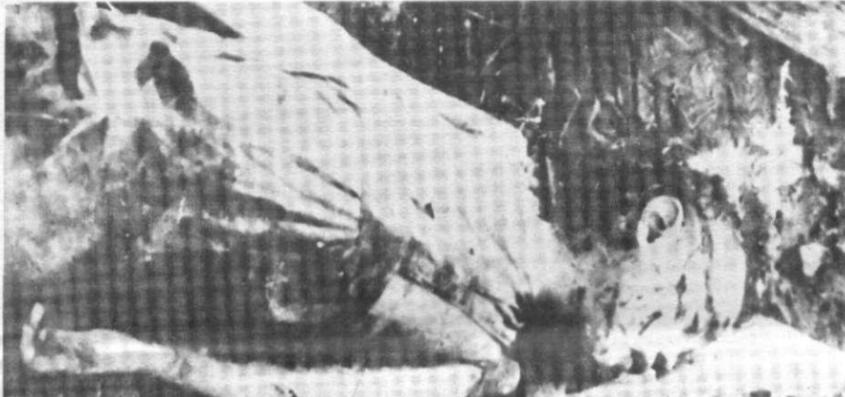
## Ne relâchons pas notre soutien aux peuples d'Indochine

A les entendre tous, journalistes et politiciens, chaque jour, c'est la paix au Vietnam. Et toutes leurs palabres nous font serrer les poings. Pas aujourd'hui ? Eh bien, ce sera demain, voyons. N'en parlons plus !

Eh bien non, PARLONS-EN au contraire ! Et parlons haut et clair ! Et disons à tous qu'aujourd'hui encore les bombes U.S. labourent la terre et la chair de trois peuples. Que les patriotes meurent par centaines sous les coups et les tortures dans les bagnes ! Que les paysans crèvent de faim et de souffrances près de leurs maisons détruites — « reconquises », dit-on à Saigon !

Et ce n'est pas tout ; il nous faut dénoncer sans relâche l'odieuse cirque de Nixon. Avant le 26 octobre, il conclut un accord avec la République Démocratique du Vietnam ; le 31 octobre, il ne le signe plus : quelques détails, dit-on à Saigon ! Il faut être patients ; pensez donc : traduire le texte dans les deux langues et en français ! Pensez donc : il faut convaincre Thieu ! Comme si les arguments manquaient aux maîtres pour faire marcher droit leur valet ! Puis les détails d'octobre ne sont plus des détails... en décembre... Et puis ça traîne... et le temps passé sert à doter l'armée fantoche d'engins de mort ultra-modernes. Et puis... Nixon n'a-t-il pas en tête, une fois encore, de tenter de gagner sur le terrain ? Et s'il préparait une nouvelle offensive ?

L'impérialisme est fourbe ; et quand il est touché à vif, rien n'égale sa ruse et sa férocité. MAIS RIEN N'EGALE LA DETERMINATION DU PEUPLE A LE VAINCRE TOTALEMENT. Aujourd'hui, Nixon a renforcé le potentiel de l'armée de Saigon... et celle-ci se désagrège dans d'inextricables contradictions (voir page 11). Demain, Nixon esquissera-t-il le dernier sursaut de la bête blessée ? Il sera abattu impitoyablement. Cela aussi, il nous faut le dire, et le répéter. Soyons inlassables, ne prenons aucun repos tant que le peuple du Vietnam, tant que les peuples d'Indochine n'auront pas recouvré LA PAIX VERITABLE, LA PAIX DANS L'INDEPENDANCE ET LA LIBERTE !



Après des bombardements U.S.

## L'ARMÉE FANTOCHE DE SAIGON SE DÉSAGRÈGE

Nous publions ci-dessous un large extrait d'un commentaire de l'agence de presse du gouvernement provisoire de la République du Sud-Vietnam :

« ... Point n'est besoin d'être très perspicace pour savoir que, depuis l'annonce d'un éventuel cessez-le-feu, l'attitude perfide de Nixon et la réaction belliqueuse de Nguyễn Văn Thiệu provoquent dans l'armée de Saigon un profond malaise en même temps qu'un immense espoir de paix. La désertion des troupes régulières comme des forces paramilitaires et de la police de Thiệu prend des proportions croissantes. Le fait de les écraser sous des dizaines de milliers de tonnes d'armements nouveaux ne fait qu'aviver les contradictions.

» — Tout d'abord, cet effet de suréquipement signifie en clair que les soldats de Saigon doivent, sur l'ordre de Nixon, poursuivre une guerre dont ils en ont plus qu'assez, d'abord sur terre pour remplacer l'infanterie U.S. retirée, ensuite dans les airs et sur mer à la place de l'aviation et de la marine U.S. La devise « changer la couleur de peau des morts » au combat est ainsi poussée jusqu'à la dernière limite de son application, ce qui ne manque pas de faire réfléchir les troupes de Thiệu déjà peu enclines à se battre pour une cause décidément de plus en plus étrangère. La conscience que le dollar comme les armes U.S. sont en fait autant de liens qui attachent solidement leur destin à celui d'une guerre perdue, dont les Américains eux-mêmes ne veulent et ne peuvent plus en assumer la charge, se fait sentir d'une manière plus nette.

» — La deuxième contradiction est plus classique dans une guerre d'agression de type néo-colonialiste. Pour revigorer l'armée de Saigon et lui donner de l'ardeur au combat, il aurait fallu lui fournir non seulement des armes mais encore une raison de combattre, un

idéal à défendre, sinon tout effort visant à la pousser à la tuerie se retournerait contre les fomenteurs eux-mêmes. Les Américains ont dû reconnaître que « la » faiblesse mortelle de la vietnamisation » est que les Etats-Unis n'arrivent pas à » inculquer à l'armée de Saigon un » moral et une détermination nécessaires ». Cette armée ressemble déjà à un grand corps habité par un faible souffle de vie, qu'advient-il s'il lui doit encore porter le poids supplémentaire des équipements nouveaux ?

» — La troisième contradiction est engendrée par l'afflux des armes nouvelles en l'absence de toute préparation des troupes de Saigon. L'International Herald Tribune du 3 novembre 1972 a également remarqué ce point : « L'aviation sud-vietnamienne n'escomptait pas et n'était pas prête à recevoir les quatre » avions cargos géants 130 U.S. » Les conseillers U.S. se sont vite aperçus de ce manque de préparation technique : après deux mois de gestion et d'utilisation par les troupes de Thiệu, plus de 60 % des hélicoptères de l'aérodrome de Nha Trang sont en panne. Le déphasage technique n'est pas la seule cause. Le peu d'intérêt apporté à la gestion et à l'entretien de ce matériel de guerre si délicat et si compliqué en est une autre, plus profonde. Il est à prévoir que toute l'armée de C 130, de F 5, de navires de guerre ultra modernes... connaîtra bientôt les tragiques problèmes de la « modernisation » de l'équipement des troupes saïgonnaises.

» Parallèlement à l'escalade de guerre, on est en train d'assister à une escalade d'un autre genre, celle de l'erreur.

» Une erreur bête et criminelle qui mènera tout droit à une escalade dans l'échec. »

## QUELQUES MÉFAITS DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

### LE COMECON : DES PAROLES ET DES ACTES

Les dirigeants de Moscou ont organisé un « Marché commun » de l'Europe orientale : le Conseil d'entraide économique, le COMECON !

A la vingt-cinquième session de cet organisme, a été adopté un « programme complexe de l'intégration économique socialiste des pays membres ». A en croire les économistes soviétiques, les bases sont jetées d'une « coopérative socialiste mondiale ». Autrement dit, le COMECON serait l'embryon de l'organisation économique du monde communiste de demain... Voilà pour les paroles...

Les actes, c'est tout autre chose...

Intégrer les économies signifie avoir

une infrastructure commune (oléoducs, parc de wagons, etc.) et des usines en « copropriété d'Etats », n'est-ce pas ? Exemple : « l'oléoduc de l'Amitié » qui transporte le pétrole soviétique vers les autres pays membres... La Pologne, comme les autres pays, a fait de lourdes dépenses pour le construire — ainsi que la raffinerie de Plock. Aujourd'hui, ce pays paie le pétrole soviétique deux fois plus cher que l'Italie et le Japon ; et dans le cadre du COMECON, les dirigeants de Moscou ont décidé de diminuer la quantité livrée...

Autre fait : le COMECON va mettre en chantier une gigantesque usine sidérurgique monnayée par les pays mem-

bres. A Kursk... en Union Soviétique, bien sûr. La Pologne fournira le coke ! Quels seront les profits tirés par les pays membres ? La presse n'en dit mot ! Le COMECON va construire également des complexes industriels pour le phosphore et le chrome... en U.R.S.S., un complexe énergétique en... Ukraine, un combinat de la cellulose... en Sibérie. La bauxite hongroise devient aluminium à quelques milliers de kilomètres de là, sur le sol soviétique encore... Curieuse entraide et curieuse « intégration », où l'on voit les peuples polonais, hongrois ou bulgare se saigner pour le compte des révisionnistes de Moscou !

Intégrer les économies, c'est aussi avoir une monnaie commune : le « rouble convertible », dit « monnaie collective ». Le terme « collectif » paraît fort curieux, quand on connaît la politique des prix pratiquée par les dirigeants de Moscou envers les pays membres du COMECON. Prix très supérieurs aux cours mondiaux pour les exportations soviétiques vers les autres pays, pour le pétrole, la magnésie, les

produits fabriqués... Prix nettement inférieurs aux cours mondiaux pour les exportations des pays membres vers l'Union Soviétique... Tout est bénéfice pour l'Union Soviétique, dans cet échange inégal forcé, qui ressemble fort à un pacte colonial ! Ainsi, par exemple, la Bulgarie exporte la moitié de ses produits frais, le tiers de ses fruits, les deux tiers de ses conserves en Union Soviétique, à bas prix ; alors que les insuffisances de son industrie arbitrairement freinée l'obligent à acheter au prix fort les produits fabriqués soviétiques ! La Bulgarie n'est-elle pas un jardin, dit-on à Moscou ? Cette « division internationale du travail socialiste » dans le cadre de « l'intégration » ressemble, à s'y méprendre, à une pratique coloniale pure et simple !

Quelques faits, parmi d'autres, qui démentent les belles phrases « socialistes » des révisionnistes soviétiques. Le COMECON est bel et bien une entreprise de pillage des richesses des pays d'Europe orientale, au bénéfice des impérialistes de Moscou !

### « BOUCLIER 72 » : UNE DEMONSTRATION IMPÉRIALISTE

« Bouclier 72 » : c'est le nom donné aux dernières grandes manœuvres des forces militaires du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.

Pourquoi de telles manœuvres, alors que les dirigeants soviétiques crient « à la détente » et manigancent une « conférence sur la sécurité européenne » avec leurs confrères de Washington ? S'agit-il d'effrayer Nixon ? Point du tout. Mais il faut rappeler l'existence d'un bloc militaire sous dépendance soviétique !

Et le rappeler surtout aux pays du

Pacte de Varsovie ! Le choix de la Tchécoslovaquie comme terrain d'exercices n'est pas pur hasard ! « Bouclier 72 » a été enfin l'occasion de perfectionner les méthodes de direction et de combat. Une fois de plus, les généraux et les maréchaux soviétiques ont tenu les armées satellites sous leur férule. Une fois de plus, on a expérimenté de nouveaux armements !

« Bouclier 72 » : une démonstration de force dirigée contre les peuples d'Europe !



En Tchécoslovaquie : une affiche « Allez-vous-en, il n'y a pas d'uranium ici ! » collée sur une voiture de l'armée soviétique par des manifestants.

Important discours du camarade ENVER HOXHA (prononcé le 28 Novembre 1972)

## « L'ALBANIE NE SERA JAMAIS AUX MAINS DES ÉTRANGERS »

« Depuis le jour de la libération, le 29 novembre 1944 jusqu'au 29 novembre 1972, 28 ans sont écoulés. Au cours de cette période d'importance historique, notre peuple, guidé par son parti marxiste-léniniste, a jeté avec la force des armes, au-delà des frontières de la patrie, les occupants étrangers, liquidé les traîtres et la trahison, l'ancien pouvoir des féodaux et des capitalistes et établi son nouveau pouvoir, a liquidé les classes ennemies, forgé l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et construit la société socialiste. Le peuple albanais, aujourd'hui lutte, travaille et vit heureux dans l'époque du Parti. »

« Le Parti enseigne au peuple d'être vigilant de tout danger provenant du dehors, que ce danger soit une agression armée ou un danger de la perte de la liberté et de l'indépendance venant par le biais de l'as-

servissement économique de la part des métropoles impérialistes, avec l'impérialisme américain en tête et des métropoles socio-impérialistes, avec les révisionnistes soviétiques en tête. Pour contrecarrer ces deux dangers, le peuple albanais et son Parti doivent être armés et ne jamais reculer. »

« Nous sommes pour la coexistence pacifique, sur la base des principes connus du grand Lénine, en ne permettant personne et à aucun moment de léser nos droits légitimes. »

Le peuple albanais n'a pas peur des puissances impérialistes. L'impérialisme et le social-impérialisme ont peur des peuples, de la révolution et des idées de Marx dont les peuples s'inspirent pour aller de l'avant. L'Albanie socialiste marche en tête de cette révolution prolétarienne et elle n'est pas seule.

de Mao Tsé-toung aide aussi d'autres pays socialistes et d'autres peuples. La grande Chine de Mao est un pays

socialiste puissant, ce n'est ni une superpuissance impérialiste ni social-impérialiste. »



Le camarade Enver parmi les soldats de l'héroïque Armée populaire.

### LA PRETENDUE « AIDE » DES IMPÉRIALISTES ET DES RÉVISIONNISTES

« Nous devons bien armer notre peuple contre la propagande et la démagogie capitaliste-révisionniste qui prétendent que nous sommes isolés du monde, de la science progressiste, de « leurs aides généreuses ». Qu'est-ce que c'est en fait « l'aide » qu'ils prétendent nous donner par leurs crédits ? Cela veut dire de leur vendre notre pays, de permettre aux impérialistes et aux révisionnistes d'investir leurs capitaux en Albanie afin de sucer le sang et la sueur de notre peuple, de devenir des satellites des grands monopoles et métropoles, d'adopter leur mode de vie dégénéré, d'établir chez nous la société de consommation avec ses conséquences monstrueuses, de faire renaître et de renforcer en Albanie les anciennes classes exploiteuses avec tous les maux de la classe capitaliste-révisionniste actuelle. Le peuple albanais n'avalait pas tout cela, parce qu'il est cons-

cient de tous ces dangers, parce que le Parti et lui-même sont vigilants et ne font jamais un faux pas. »

« Les révisionnistes soviétiques déclarent bruyamment qu'il serait « théoriquement erroné » de construire le socialisme en s'appuyant sur ses propres forces comme le disent les chinois et les albanais. Dans cette affaire le glorieux Parti Communiste Chinois et le Parti du Travail d'Albanie ne se trompent nullement, ni en théorie ni en pratique. »

Dans un pays socialiste l'important et le déterminant pour l'édification du socialisme ce sont les forces intérieures, les propres forces de ce pays. L'aide qu'un pays socialiste prête à un autre pays socialiste doit être fraternelle, internationaliste, sans aucun intérêt et sans aucune condition politique. Telle est l'aide que l'Albanie socialiste reçoit de la république populaire de Chine. »

### L'AIDE INTERNATIONALISTE DE LA CHINE

« Mais pourquoi l'aide que la Chine prête à l'Albanie est de cette nature ? Parce que nos deux pays sont des Etats socialistes authentiques, parce qu'à la tête de nos pays se trouvent et dirigent deux partis vraiment marxistes-léninistes, parce que nos deux peuples, nos deux partis et nos deux Etats sont liés par une amitié éternelle, pétrie et trempée par le marxisme-léninisme, parce

que nous suivons la même voie, nous avons les mêmes buts et les mêmes ennemis et que ces ennemis nous devons les briser et les détruire en collaborant avec tous les autres peuples et avec le prolétariat mondial. »

Les Albanais et les Chinois marchent de la main dans la main et en unité complète l'un avec l'autre. En suivant la même voie, la grande Chine

### L'U.R.S.S. VOULAIT ASSERVIR L'ALBANIE

« Les révisionnistes modernes, centrés autour des révisionnistes soviétiques, s'efforcent de tromper leurs propres peuples et les peuples du monde, lorsqu'ils déclarent avec démagogie que leur pays et leur système sont soi-disant socialistes. C'est désormais un mensonge grossier. Les révisionnistes modernes ont définitivement détruit le système socialiste dans leurs pays et l'ont converti en un système capitaliste et actuellement ils ont transformé l'Union Soviétique en un Etat social-impérialiste. On ne saurait concevoir qu'il puisse exister une véritable collaboration fraternelle internationaliste sans intérêt et sans condition politique entre des pays qui se prétendent socialistes ainsi qu'entre eux et nous, comme le prétendent les révisionnistes soviétiques et d'autres après eux. Leur prétendue « aide » soi-disant socialiste semblable à l'« aide » de l'impérialisme américain, la prétendue « collaboration réciprocque socialiste » des révisionnistes soviétiques est semblable à « la collaboration sincère » que prétend l'impérialisme américain. Les deux superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique,

qui préparent la guerre chaude, s'efforcent, avec leur soi-disant « aide » généreuse », de l'asservir, de le prendre dans leurs tentacules économiques et politiques, de l'inclure dans leurs sphères d'influence et de le coloniser. »

« Les révisionnistes soviétiques écumant de rage que la Chine et l'Albanie progressent. La Chine a complètement liquidé les crédits qu'ils lui avaient donnés. Il y a des années que nous payons aux faux amis qui se sont avérés des ennemis féroces leurs prétendus crédits qui étaient représentés par quelques vieilles machines d'atelier repeintes de neuf. »

« Nous les Albanais, nous savons fort bien ce qui se cache derrière les prétendues « aides internationales » listes des révisionnistes soviétiques. Le caractère impérialiste de leurs aides est démontré actuellement par les autres peuples et les autres Etats. Ce sont ces révisionnistes soviétiques qui ont saboté avec opiniâtreté le développement de notre économie, de l'industrie et des mines. Ils visaient loin : asservir notre pays socialiste et en faire un de leurs satellites. »

### « TU SAISIS NIKITA, NOUS AVONS EN MAIN TOUTE LA MEDITERRANEE... »

« Cette ville héroïque de Vlora a même vu Khrouchtchev. Lorsque ce renégat du marxisme-léninisme s'est trouvé devant le golfe merveilleux de Vlora il en fut fasciné et, à un moment j'ai entendu son collaborateur Malinovski qui lui glissait ces mots à l'oreille : « Tu saisis Nikita Sergueyevitch, avec des roquettes lancées de Berlin et de l'Allemagne de l'Est nous pouvons maintenant frapper Gibraltar, tandis que du golfe de Vlora nous avons en main toute la Méditerranée ». En main ils n'ont eu que le vent parce que notre Parti et notre gouvernement déjouèrent leurs plans. Vlora ne sera jamais entre les mains des étrangers. Le même Malinovski disait de nouveau à Khrouchtchev lorsque nous nous trouvions à Butrinti « joli lac ma foi, si l'on perce la côte on pourrait installer ici une magnifique base de sous-marins et alors la Grèce elle aussi sera à nous ». J'eus un frisson de répulsion et je pensais à cette nuit où à Tirana avec Vasil Shan-

to, nous collions sur les murs des affiches où on pouvait lire : « à bas le fascisme italien, vive le peuple grec frère qui lutte pour la liberté... »

Non, notre Parti et notre gouvernement n'auraient jamais permis que du pays des oliviers on fit du mal au peuple grec frère. »

« Ces faux communistes ont commis ces méfaits et beaucoup d'autres encore contre un petit pays et un petit peuple. Ils organisèrent le blocus contre la république populaire d'Albanie dans l'espoir de la mettre à genoux. Mais c'est le contraire qui arriva. L'Albanie socialiste, guidée par son parti héroïque, progresse rapidement, elle édifie le socialisme avec succès et passe de victoire en victoire dans tous les domaines d'activité, dans l'industrie, l'agriculture, l'enseignement et la culture, dans le renforcement de la défense de la patrie. »

(Extraits du discours - Les interventions sont de l'H.R.)



La position stratégique de l'Albanie explique la convoitise de l'U.R.S.S.